

# JOURNAL OFFICIEL

DE LA

## POLYNÉSIE FRANÇAISE

PARAISANT LE 15 ET LE DERNIER JOUR DE CHAQUE MOIS

Matahiti 107  
N° 4

TE VEA A TE HAU NO POLYNESIA FARANI

Mahana 28  
no Pepuare 1958**ABONNEMENTS**

	Un an	Six mois	3 mois
Polynésie française.	180 fr.	100 fr.	60 fr.
France et territoires d'Outre-mer . . .	190 fr.	105 fr.	60 fr.
Etranger. . . . .	265 fr.	150 fr.	70 fr.

**PRIX DU NUMERO :**

Polynésie, France et T.O.M. : 15 fr. — Etranger : 20 fr.  
Les demandes d'abonnement et d'annonces devront être  
adressées au Chef de l'Imprimerie à Papeete.  
Les abonnements et les annonces sont payables d'avance.  
*Les annonces doivent parvenir à l'Imprimerie au plus tard  
6 jours avant la parution du journal.*

**ANNONCES ET AVIS**

Annonces judiciaires, commerciales et an-  
nonces diverses : la ligne. . . . . 15 fr.  
Les mêmes renouvelées : la ligne. . . . . 7 fr.  
Publication de sociétés philanthropiques,  
littéraires, scientifiques, sportives, etc. . . 7 fr.

Par décret en date du 29 janvier 1958 M. Bailly (Cammille-Victor), gouverneur de 2<sup>e</sup> classe de la France d'outre-mer, est nommé gouverneur de la Polynésie française, en remplacement de M. Toby, gouverneur hors classe de la F.O.M., titulaire d'un congé.

Par décret en date du 12 février 1958, M. Poulet (Georges), administrateur en chef de classe exceptionnelle de la France d'outre-mer, est nommé secrétaire général de la Polynésie française, en remplacement de M. Gayon, titulaire d'un congé.

**SOMMAIRE****PARTIE OFFICIELLE****ACTES DU POUVOIR CENTRAL**

	Pages
1957 15 déc. Arrêté interministériel fixant les modalités de fonctionnement et les attributions du conseil d'administration de l'office administratif central des postes et télécommunications d'outre-mer. (Arrêté de promulgation n° 58 AAE du 14 février 1958) . . . . .	103
1958 8 janv. Décret n° 58-15 relatif au règlement des marchés de l'Etat et des établissements publics nationaux non soumis aux lois et usages du commerce passés ou exécutés dans les territoires d'outre-mer. (Arrêté de promulgation n° 51 AAE du 11 février 1958) . . . . .	104

17 janv. Décret n° 58-38 relatif à la publication dans les territoires d'outre-mer du décret n° 57-1269 du 5 décembre 1957 portant publication de la convention consulaire franco-suédoise signée à Paris le 5 mars 1955. (Arrêté de promulgation n° 52 AAE du 11 février 1958) . . . . . 110

20 janv. Décret n° 58-54 donnant compétence aux conseils du contentieux administratif dans les territoires d'outre-mer pour juger les comptes des comptables des collectivités et établissements publics. (Arrêté de promulgation n° 58 AAE du 14 février 1958) . . . . . 116

**TEXTES OFFICIELS PUBLIES A TITRE D'INFORMATION**

Extraits . . . . . 116

**ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL**

1958 11 fév. Arrêté n° 124 MEJS portant reconnaissance d'une école privée . . . . .	118
13 fév. Arrêté n° 125 MF/FC portant remboursement de droits et annulation de créance au titre de droits de douane et d'entrée . . . . .	118
13 fév. Arrêté n° 126 MTP autorisant M. Bredin à installer une station de distribution de produits pétroliers à Pirae, en bordure de la route de ceinture au P.K. 2, côte Est . . . . .	118
13 fév. Arrêté n° 128 MF/FC déterminant les conditions de recouvrement des frais de halage et de location de la cale de halage du port de Papeete . . . . .	119

18 fév.	Arrêté n° 140 MSP/TR portant fixation de l'indice du coût de la vie et révision du salaire minimum interprofessionnel garanti . . . . .	119
18 fév.	Arrêté n° 141 F/Co portant rectification d'un arrêté de dégrèvements . . . . .	120
20 fév.	Arrêté n° 64 AAE rendant exécutoire une délibération de l'Assemblée territoriale de la Polynésie française . . . . .	120
21 fév.	Arrêté n° 66 Do maintenant en vigueur, pour une nouvelle période de quarante cinq jours, les dispositions de l'arrêté n° 1525 d. du 13 novembre 1957 portant modification du tarif des douanes . . . . .	121
Extraits . . . . .		121

### AVIS OFFICIELS

Affaires économiques.— Tableau officiel des indices généraux de variation du coût de la vie au 1er janvier 1958 . . . . .	123
Service des douanes.— Calendrier des ventes de vanille verte (districts de Tahiti et Moorea) — Année 1958 . . . . .	123
Service de santé.— Statistique sanitaire (1er trimestre 1957) . . . . .	130
Service météorologique.— Résumé des observations météorologiques pendant le mois de septembre 1957 . . . . .	131

### PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces judiciaires . . . . .	124
Annonces diverses . . . . .	129

## PARTIE OFFICIELLE

### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

#### ARRÊTÉ n° 51 AAE promulguant un acte du pouvoir central.

(Du 11 février 1958.)

Le Gouverneur de la Polynésie française, Officier de la Légion d'Honneur,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement du territoire et les actes modificatifs subséquents ;

Vu la dépêche ministérielle n° 511 du 10 septembre 1931 relative à la promulgation et à la publication des lois, décrets, arrêtés et instructions ministériels,

#### ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>.— Est promulgué dans le territoire de la Polynésie française pour y être exécuté selon ses forme et teneur :

- le décret n° 58-15 du 8 janvier 1958 relatif au règlement des marchés de l'Etat et des établissements publics nationaux non soumis aux lois et usages du commerce passés ou exécutés dans les territoires d'outre-mer (J.O.R.F. des 13 et 14 janvier 1958, page 548).

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 11 février 1958.

J. TOBY.

#### ARRÊTÉ n° 52 AAE promulguant un acte du pouvoir central.

(Du 11 février 1958).

Le Gouverneur de la Polynésie française, Officier de la Légion d'Honneur,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement du territoire et les actes modificatifs subséquents ;

Vu la dépêche ministérielle n° 511 du 10 septembre 1931 relative à la promulgation et à la publication des lois, décrets, arrêtés et instructions ministériels,

#### ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>.— Est promulgué dans le territoire de la Polynésie française pour y être exécuté selon ses formes et teneur :

- le décret n° 58-38 du 17 janvier 1958 relatif à la publication dans les territoires d'outre-mer du décret n° 57-1269 du 5 décembre 1957 portant publication de la convention consulaire franco-suédoise signée à Paris le 5 mars 1955 (J.O.R.F. n° 18 du 22 janvier 1958, page 813).

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 11 février 1958.

J. TOBY.

#### ARRÊTÉ n° 58 AAE promulguant des actes du pouvoir central.

(Du 14 février 1958.)

Le Gouverneur de la Polynésie française, Officier de la Légion d'Honneur,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement du territoire et les actes modificatifs subséquents ;

Vu la dépêche ministérielle n° 511 du 10 septembre 1931 relative à la promulgation et à la publication des lois, décrets, arrêtés et instructions ministériels,

#### ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>.— Sont promulgués dans le territoire de la Polynésie française pour y être exécutés selon leurs forme et teneur :

- le décret n° 58-54 du 20 janvier 1958 donnant compétence aux conseils du contentieux administratif dans les territoires d'outre-mer pour juger les comptes des comptables des collectivités et établissements publics (J.O.R.F. n° 21 du 25 janvier 1958, p. 944) ;

- l'arrêté du 15 décembre 1957 fixant les modalités de fonctionnement et les attributions du conseil d'administration de l'office administratif central des postes et télécommunications d'outre-mer (J.O.R.F. n° 21 du 25 janvier 1958, p. 944).

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 14 février 1958.

J. TOBY.

**ARRETE INTERMINISTERIEL fixant les modalités de fonctionnement et les attributions du conseil d'administration de l'office administratif central des postes et télécommunications d'outre-mer.**

(Du 15 décembre 1957)

Le ministre de la France d'outre-mer, le ministre des finances, des affaires économiques et du plan et le secrétaire d'Etat au budget,

Vu le décret n° 56-1229 du 3 décembre 1956 portant réorganisation et décentralisation des postes et télécommunications d'outre-mer, modifié par le décret n° 57-481 du 4 avril 1957 ;

Vu le décret n° 53-1227 du 10 décembre 1953 relatif à la réglementation comptable applicable aux établissements publics nationaux à caractère administratif,

Arrêtent :

Article 1er.— Les modalités de fonctionnement et les attributions du conseil d'administration de l'office administratif central des postes et télécommunications d'outre-mer sont fixées conformément aux dispositions du présent arrêté.

Art. 2.— Le conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de l'office l'exige et au moins deux fois par an. Les réunions ont lieu sur convocation du président ou à la demande des deux tiers au moins des membres, soit au siège de l'office, soit en tout autre lieu indiqué par la convocation.

Les convocations, accompagnées de l'ordre du jour de la réunion, doivent être adressées aux membres du conseil d'administration un mois au moins avant la date de la réunion, sauf en cas d'urgence.

Le président peut convoquer, à titre consultatif, des personnalités qualifiées.

Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer que si la moitié au moins de ses membres assiste à la séance. Les décisions sont prises à la majorité simple des membres présents. Tout membre ne peut se faire remplacer que par son suppléant désigné. Les votes par procuration ne sont pas admis. En cas de partage des voix, le président a voix prépondérante.

En cas d'absence simultanée du président et du vice-président, le conseil d'administration désigne, pour chaque séance, parmi les membres présents, celui qui doit présider la séance.

Les décisions du conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux de séance, signés par le président et le secrétaire de séance. Un exemplaire en est adressé à chacun des membres du conseil d'administration.

Le secrétariat du conseil d'administration est confié à la direction de l'office administratif central, qui assure l'organisation matérielle des séances et la tenue de ses archives.

Les membres du conseil d'administration sont tenus de conserver le secret des délibérations.

Les décisions du conseil d'administration sont immédiatement exécutoires, hormis les cas où les lois et dispositions réglementaires en disposent autrement.

Les membres du conseil d'administration représentant les territoires et les personnalités appelées en consultation, lorsqu'elles ne sont pas fonctionnaires, reçoivent les indemnités de déplacement calculées aux taux prévus pour les fonctionnaires du groupe I.

Interdiction est faite aux membres du conseil d'administration de prendre ou de conserver un intérêt direct ou indirect dans un marché passé avec l'office administratif central ou l'un des offices locaux, ou pour leur compte, ou dans une entreprise dans laquelle les offices susvisés auraient une participation financière, à moins d'une autorisation spéciale du ministre de la France d'outre-mer.

Qu'ils soient représentants de l'Etat ou des territoires, les membres du conseil d'administration qui, au cours de leurs fonctions, cessent de représenter l'Etat ou le territoire sont considérés comme démissionnaires et doivent être remplacés.

En cas de remplacement en cours de mandat d'un représentant des territoires, le remplaçant n'est nommé que pour le temps restant à courir jusqu'à l'expiration normale de ce mandat.

Les fonctions d'un membre du conseil d'administration peuvent encore prendre fin au cours du mandat, soit par suite de décès ou de démission, soit en raison de son remplacement prononcé par l'autorité qui l'avait désigné, soit en cas de dissolution du conseil d'administration.

Art. 3.— Le conseil d'administration exerce les attributions qui sont de sa compétence en vertu des dispositions des décrets susvisés n° 56-1229 du 3 décembre 1956 et n° 53-1227 du 10 décembre 1953.

A ces titres, il a notamment les pouvoirs énumérés ci-après :

Il approuve les projets d'organisation générale de l'office qui lui sont soumis par le directeur général de l'office administratif central dans le cadre des principes généraux d'organisation des services des postes et télécommunications d'outre-mer ;

Il délibère les projets de budget primitif et supplémentaire ainsi que les prévisions de recettes et de dépenses des comptes hors budget de l'office administratif central ;

Il autorise et résilie les baux et locations d'immeubles lorsque la durée du contrat excède neuf ans ou si l'importance annuelle dépasse le montant maximum fixé pour les achats sur simples factures effectuées par l'Etat ;

Il autorise l'aliénation des propriétés immobilières de l'office administratif central ;

Il autorise la vente d'objets mobiliers si la valeur des objets excède le montant maximum fixé pour les achats sur simple facture effectués par l'Etat ;

Il accepte ou refuse les dons et legs qui sont faits à l'office dans les conditions prévues à l'article 28 du décret du 10 décembre 1953 susvisé ;

Il vote les emprunts, en fixe l'époque et le mode de réalisation et détermine les garanties qui leur sont affectées ;

Si le contrôleur financier le juge nécessaire, il peut être appelé à se prononcer sur le rejet ou l'admission en non-valeur des créances irrécouvrables ou des remises gracieuses de dettes aux débiteurs de l'office ;

Il autorise les acquisitions et échanges d'immeubles ;

Il autorise les baux ou conventions de biens pris à loyer si la durée du contrat excède neuf ans ou si l'importance annuelle dépasse le maximum fixé pour les achats sur simple facture effectués par l'Etat ;

Il autorise toutes acquisitions, tous retraits, transferts, aliénations de rente, valeurs, créances, brevets ou licences de brevets d'invention et droits mobiliers quelconques ;

Il sollicite des avances du Trésor dans les conditions prévues à l'article 70 de la loi du 31 mars 1932 ;

Il examine le compte financier ;

Il autorise toutes actions judiciaires devant toutes juridictions ;

Il peut déléguer partie de ses pouvoirs à son président, notamment en ce qui concerne la représentation des offices locaux, la coordination de leurs activités et le rôle technique que l'office administratif central joue à leur égard ;

Il peut aussi déléguer partie de ses pouvoirs au comité de direction qui sera éventuellement créé ;

Il fixe les modalités de recrutement, de rémunération, d'avancement, de licenciement et les règles de gestion du personnel non titulaire de l'office administratif central ;

Dans les conditions prévues par les articles 20 et 21 du décret n° 56-1229 du 3 décembre 1956 susvisé, il fixe le montant global des primes et indemnités de toute nature à allouer aux personnels, titulaires ou non, en service à l'office administratif central. En ce qui concerne la prime de rendement à allouer aux personnels du cadre général des postes et télécommunications et aux personnels détachés, il en détermine la répartition sur proposition du directeur général ;

Il arrête les programmes concernant l'action sociale et le logement du personnel de l'office administratif central ;

Il donne son avis sur les plans territoriaux de recrutement de personnel, conformément aux dispositions de l'article 19 du décret n° 56-1229 du 3 décembre 1956 ;

Il donne son avis sur les conditions dans lesquelles les offices locaux peuvent prendre les concessions, affermages et participations prévus à l'article 14 du décret n° 56-1229 du 3 décembre 1956 ;

Il peut, sur proposition du directeur général, passer des accords techniques avec les offices ou services des postes, télégraphes et téléphones qui ne relèvent pas de l'office administratif central.

Art. 4.— Le président contrôle l'exécution des décisions du conseil d'administration.

Il le convoque, garantit et fait respecter la légalité des délibérations du conseil, authentifie les procès-verbaux de séance et signe tous les actes établis par le conseil.

Il a autorité, sous réserve des pouvoirs généraux dévolus aux hauts commissaires et aux chefs de territoires non groupés, sur les directeurs d'office locaux, dans le cadre de la délégation qui peut lui être donnée à cet effet par le conseil d'administration.

Il exerce les pouvoirs qui lui sont délégués par le conseil.

Il délègue partie de ses pouvoirs au directeur général.

Art. 5.— Si le conseil d'administration décide de créer un comité de direction, la présidence et la vice-présidence en sont confiées respectueusement au président et au vice-président du conseil d'administration.

Le comité comprend, outre le président et le vice-président, deux représentants de l'Etat et deux représentants des territoires, les uns et les autres choisis par le conseil d'administration parmi ses membres.

Le comité paritaire de direction exerce les pouvoirs qui lui sont délégués par le conseil d'administration.

Art. 6.— La direction technique, administrative et financière de l'office administratif central est assurée, sous l'autorité et le contrôle du conseil d'administration et, éventuellement, du comité paritaire de direction, par le directeur général assisté du directeur général adjoint.

Le directeur général, ordonnateur de l'office central, exerce les attributions qui sont de sa compétence en vertu des dispositions des décrets susvisés n° 56-1229 du 3 décembre 1956 et n° 53-1227 du 10 décembre 1953.

Il exerce les pouvoirs qui lui sont délégués par le président du conseil d'administration.

Il a autorité, sous réserve des pouvoirs généraux dévolus aux hauts commissaires et aux chefs de territoires non groupés, sur les directeurs des offices locaux, dans le cadre des délégations qui lui sont données à ce titre par le président du conseil d'administration de l'office central, notamment en ce qui concerne les matières énumérées aux paragraphes c et d de l'article 2 du décret susvisé du 3 décembre 1956.

Art. 7.— Le président du conseil d'administration et le directeur général de l'office administratif central sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 15 décembre 1957.

*Le ministre de la France d'outre-mer,*  
Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur du cabinet,*  
Jean-Michel SOUPAULT.

*Le ministre des finances, des affaires économiques et du plan,*

Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur du cabinet,*  
René LARRE.

*Le secrétaire d'Etat au budget,*  
Pour le secrétaire d'Etat et par délégation :  
*Le directeur du cabinet,*  
André NEURRISSE.

DECRET n° 58-15 relatif au règlement des marchés de l'Etat et des établissements publics nationaux non soumis aux lois et usages du commerce passés ou exécutés dans les territoires d'outre-mer.

(Du 8 janvier 1958)

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre des finances, des affaires économiques et du plan et du ministre de la France d'outre-mer,

Vu la loi du 31 janvier 1833, article 12 ;

Vu le décret du 31 mai 1862 portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des territoires d'outre-mer et les textes subséquents ;

Vu le décret du 30 octobre 1935 relatif au financement des marchés de l'Etat et des collectivités publiques ;

Vu le décret du 12 décembre 1936 concernant l'application des articles 9 et 10 du décret susvisé du 30 octobre 1935 ;

Vu le décret du 2 mai 1938 relatif au crédit ;

Vu le décret du 4 juin 1938 autorisant le remplacement du cautionnement provisoire des soumissionnaires de marchés administratifs par une caution personnelle et solidaire ;

Vu le décret du 14 juin 1938 concernant la caisse des marchés ;

Vu le décret du 7 avril 1940 relatif aux marchés passés par les territoires d'outre-mer relevant du ministère des colonies, modifié par le décret n° 50-1052 du 17 août 1950 ;

Vu le décret n° 49-500 du 11 avril 1949 portant application, pour les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer, du décret du 6 avril 1942 relatif aux marchés passés au nom de l'Etat, modifié et complété par le décret n° 52-1249 du 21 novembre 1952 ;

Vu le décret n° 53-405 du 11 mai 1953 relatif au règlement des marchés de l'Etat et des établissements publics nationaux non soumis aux lois et usages du commerce, modifié par le décret n° 53-1199 du 28 novembre 1953 ;

Vu le décret n° 53-406 du 11 mai 1953 relatif aux commissions consultatives centrales des marchés ;

Ensemble les différents textes qui ont trait au versement d'avances ou d'acomptes et au règlement pour solde aux titu-

lares des marchés de l'Etat ainsi qu'aux garanties exigées à l'occasion des mêmes marchés,

Décète :

Article 1er.— Le présent décret a pour objet de fixer les conditions dans lesquelles les marchés de travaux, fournitures ou services de l'Etat et des établissements publics nationaux non soumis aux lois et usages du commerce qui sont passés ou exécutés dans les territoires d'outre-mer peuvent donner lieu à des versements soit à titre d'avances ou d'acomptes, soit à titre de règlement pour solde.

Il fixe le régime des garanties à exiger des soumissionnaires et des titulaires de marchés.

Il institue enfin une procédure de règlement amiable des litiges qui peuvent survenir à l'occasion de l'exécution de ces contrats.

## TITRE Ier

### Des modalités de règlement des marchés.

#### Chapitre Ier

##### *Avances et acomptes.*

Art. 2.— Des avances peuvent être accordées à raison des opérations préparatoires à l'exécution des travaux, fournitures ou services qui font l'objet du marché, telles que ces opérations sont définies à l'article 4 ci-après.

Les prestations définies à l'article 11, impliquant un commencement d'exécution du marché, ouvrent droit à des acomptes même lorsqu'elles ne sont accompagnées d'aucun transfert de propriété au profit de la collectivité contractante.

Art. 3.— Chaque marché doit déterminer les conditions administratives ou techniques auxquelles sont subordonnés les versements d'avances et d'acomptes, conformément aux règles d'attribution prévues au présent décret.

#### Section I. — Des avances.

Art. 4.— L'administration contractante peut accorder des avances au titulaire d'un marché dans les cas énumérés ci-après :

1° S'il justifie que les travaux, fournitures ou services à exécuter nécessitent soit la réalisation d'installations, soit l'achat, la commande ou la fabrication par lui-même de matériels, machines ou outillages, à condition que la valeur de ces installations, matériels, machines ou outillages figure, au moins pour ses trois dixièmes, à titre d'amortissement, dans le prix initial des travaux, fournitures ou services ;

2° S'il justifie de la conclusion d'un contrat d'achat ou d'une commande d'approvisionnement — matériaux, matières premières, objets fabriqués, etc. — destinés à entrer dans la composition des travaux ou des fournitures qui font l'objet du marché ;

3° S'il justifie se trouver dans l'obligation de faire des dépenses préalables importantes — telles que achats de brevets, frais d'études, frais de transports — nécessitées par l'exécution du marché et d'une nature autre que celles prévues aux 1° et 2° ci-dessus ;

4° Si, pour un marché de travaux, ceux-ci nécessitent l'emploi sur le chantier de matériels de travaux publics de valeur considérable, dans des conditions expressément déterminées par les documents contractuels ;

5° Si le titulaire du marché est chargé d'acquérir pour le compte de l'Etat soit des matériels, machines, outillages et équipements industriels, soit des matériaux, matières premières ou objets fabriqués ;

6° Exceptionnellement, à titre d'avance de démarrage, pour permettre au titulaire du marché de faire face aux débours

entraînés par la réalisation de l'une des opérations préparatoires à l'exécution des travaux, fournitures ou services, visées aux 1°, 2° et 3° ci-dessus ;

7° A titre d'avance de démarrage sur salaires et charges sociales, en période de guerre, en période de tension définie par la législation sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre, ainsi que, en dehors de ces cas, pour des périodes de trois mois au plus et renouvelables, fixées par arrêtés concertés du ministre intéressé et du ministre des finances, au profit des titulaires de marchés passés pour les besoins de la défense nationale.

Art. 5.— Le montant des avances ne peut excéder :

a) Dans le cas visé au 1° de l'article 4 : ni la fraction de la valeur des installations ou des matériels, machines et outillages à amortir sur le prix du marché, ni quarante pour cent du montant initial du marché ;

b) Dans le cas visé au 2° de l'article 4 : le montant des débours se rapportant au contrat d'achat ou à la commande considérés, tels que ces débours résultent de justifications produites par le titulaire du marché et contrôlées par l'administration ; en outre, si le marché comporte une durée d'exécution supérieure à un an, le montant de chaque avance ne peut, sauf accord du ministre chargé des affaires économiques, excéder la valeur des approvisionnements nécessaires à l'exécution des travaux ou des fournitures pendant la période de un an qui suit l'attribution de l'avance, cette période étant augmentée, le cas échéant, de la durée restant à courir de la période de démarrage prévue au contrat, lorsque celle-ci n'est pas terminée au moment de l'attribution de l'avance ;

c) Dans le cas visé au 3° de l'article 4 : le montant des dépenses préalables exposées par le titulaire du marché et contrôlées par l'administration ;

d) Dans le cas visé au 4° de l'article 4 : ni soixante pour cent de la valeur vénale des matériels employés sur le chantier, ni trente pour cent du montant initial du marché ;

e) Dans le cas visé au 5° de l'article 4 : le montant des débours se rapportant au contrat d'achat ou à la commande considérés, tels que ces débours résultent de justifications produites par le titulaire du marché et contrôlées par l'administration ;

f) Dans le cas visé au 6° de l'article 4 : quinze pour cent du montant initial du marché ;

g) Dans le cas visé au 7° de l'article 4 : le montant des salaires et des charges sociales obligatoires y afférentes à payer pendant le premier mois, puis pendant le second mois, à la main-d'œuvre effectivement et exclusivement employée à l'exécution du marché.

En outre, le montant total des avances accordées au titre d'un marché déterminé dans les cas visés aux 1°, 2°, 3°, 4°, 6° et 7° de l'article 4 ne peut en aucun cas excéder soixante pour cent du montant initial du marché.

Art. 6.— Les avances peuvent être versées au titulaire du marché :

a) Dans le cas visé au 1° de l'article 4 : sur production de justifications contrôlées par l'administration, en suivant ses débours afférents soit à la réalisation des installations, soit à l'achat, la commande ou la fabrication des matériels, machines ou outillages ;

b) Dans le cas visé au 2° de l'article 4 : en suivant ses débours afférents à la conclusion du contrat d'achat ou de la commande ;

c) Dans le cas visé au 3° de l'article 4 : en suivant ses débours sur production de justifications contrôlées par l'administration ;

d) Dans le cas visé au 4° de l'article 4 : lorsque les matériels

ont été amenés sur le chantier, ou, s'il s'agit de matériels dont le titulaire du marché ne disposait pas dans le territoire au jour de l'approbation du marché, dès que les matériels peuvent être présentés au service chargé du contrôle de l'exécution du marché ;

e) Dans le cas visé au 5° de l'article 4 : préalablement à ses débours, à partir de la conclusion du contrat d'achat ou de la commande ;

f) Dans le cas visé au 6° de l'article 4 : à partir de la conclusion du marché, en fonction des débours du titulaire, tels qu'ils sont prévus par celui-ci et vérifiés par l'administration ;

g) Dans le cas visé au 7° de l'article 4 : à partir de la conclusion du marché, sur production d'un état prévisionnel des salaires et charges sociales obligatoires y afférentes.

Art. 7.— Les avances visées aux 4°, 5° et 6° de l'article 4 ne peuvent être accordées qu'après avis de la commission consultative des marchés de l'administration intéressée.

Art. 8.— Les marchés portant sur des fournitures d'origine étrangère et en provenance directe de l'étranger peuvent faire l'objet de dérogations aux limitations fixées par l'alinéa f et par le dernier alinéa de l'article 5.

Pour les marchés d'un montant initial supérieur à un chiffre fixé par arrêté concerté du ministre intéressé et du ministre des finances, ces dérogations ne seront accordées qu'après avis de la commission consultative centrale de l'administration intéressée.

Art. 9.— Les avances accordées doivent être portées sur des sommiers par les services contractants, afin que soit suivi leur apurement.

Les renseignements contenus dans les sommiers sont communiqués à la commission consultative des marchés, sur sa demande.

Art. 10.— Les avances sont remboursées, à un rythme fixé par le marché, par déduction sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acomptes ou de solde.

Le rythme de remboursement tient compte de la proportion, dans la partie du marché déjà exécutée, des éléments ayant donné lieu à avances.

## Section II. — Des acomptes.

Art. 11.— Tout titulaire d'un marché prévoyant un délai d'exécution supérieur à trois mois est en droit d'obtenir des acomptes, suivant les modalités fixées par le marché, s'il justifie avoir accompli pour l'exécution dudit marché l'une des prestations suivantes soit par lui-même, soit par l'intermédiaire des sous-traitants, lorsque ceux-ci ne bénéficient pas des dispositions de l'article 14 :

1° Dépôt sur le chantier, en usine ou en atelier des approvisionnements — matériaux, matières premières, objets fabriqués, etc. — destinés à entrer dans la composition des travaux ou des fournitures qui font l'objet du marché, sous réserve qu'ils aient été acquis par le titulaire du marché en toute propriété et effectivement payés par lui, et qu'ils soient lotis d'une manière telle que leur destination ne fasse aucun doute et qu'ils puissent être facilement contrôlés par l'administration ;

2° Accomplissement d'opérations intrinsèques d'exécution des travaux, fournitures ou services constatées dans les attachements ou procès-verbaux administratifs, sous réserve de la preuve de leur paiement par le titulaire du marché lorsque ces opérations ont été exécutées par des sous-traitants ;

3° Paiement par le titulaire du marché des salaires et des charges sociales obligatoires y afférentes, correspondant à la main-d'œuvre effectivement et exclusivement employée à l'exécution des travaux, fournitures ou services, ainsi que de la

part des frais généraux de l'entreprise payable au titre du marché selon les termes du contrat.

Les acomptes sur salaires et charges sociales ne peuvent se cumuler, pour une même tranche de travaux, fournitures ou services, avec ceux versés en vertu de l'alinéa 2° ci-dessus.

Art. 12.— Le montant d'aucun acompte ne doit excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte ; cette valeur est appréciée selon les termes du contrat. Il y a lieu d'en déduire la part des avances, fixée par le contrat, qui doit être retenue en application des dispositions de l'article 10 ci-dessus.

Dans le cas d'acomptes versés en fonction de phases techniques d'exécution, le marché peut fixer, sous réserve de l'application des dispositions des articles 10, 11 et 14, le montant de chaque acompte forfaitairement, sous forme de pourcentage du montant initial du marché.

Art. 13.— Les versements d'acomptes doivent intervenir au moins tous les trois mois, lorsque se trouvent réalisées les conditions indiquées à l'article 11, et, éventuellement, à l'article 14.

Les acomptes peuvent s'échelonner pendant la durée d'exécution du marché suivant les termes périodiques ou en fonction de phases techniques d'exécution, définis par le marché.

Art. 14.— Un sous-traitant, qu'il ait sous-traité pour une fraction de l'ensemble du marché ou pour l'accomplissement de certaines des opérations principales nécessaires pour l'exécution dudit marché et prévues dans celui-ci, peut obtenir directement de l'administration contractante, avec l'accord du titulaire du marché, le règlement des travaux, fournitures ou services dont il a assuré l'exécution et qui n'ont pas déjà donné lieu à paiement au profit du titulaire.

Ce règlement est subordonné à la réalisation des conditions suivantes :

1° Le sous-traitant doit être agréé par l'administration contractante par une disposition expresse insérée soit dans le marché, soit dans un avenant ;

2° Le marché ou l'avenant doit indiquer d'une manière précise la nature et la valeur des travaux, fournitures ou services à exécuter par le titulaire et par chacun des sous-traitants, nommément désignés ;

3° Le titulaire du marché doit revêtir de son acceptation les attachements ou procès-verbaux administratifs produits à l'appui des titres de paiement émis en règlement des travaux, fournitures ou services exécutés par le sous-traitant. Il demeure responsable des travaux, fournitures ou services exécutés par le sous-traitant, comme s'ils l'étaient par lui-même.

Les documents contractuels peuvent interdire que le titulaire du marché s'oppose aux demandes des sous-traitants, tendant à l'application des dispositions du présent article, lorsque le montant total des travaux, fournitures ou services à exécuter par chacun de ceux-ci est au moins égal à un pourcentage du montant du marché et à une somme minimum, fixés par arrêté du ministre compétent. Toutefois, les dispositions du présent article ne peuvent recevoir application en cours d'exécution du contrat lorsque le marché a déjà été remis en nantissement par le titulaire.

Art. 15.— Le sous-traitant, bénéficiaire des dispositions de l'article 14, peut donner en nantissement, à concurrence de la valeur des travaux, fournitures ou services qu'il exécute, telle qu'elle est définie dans les documents contractuels, tout ou partie de sa créance sur la collectivité contractante dans les conditions prévues par le décret du 30 octobre 1935 relatif au financement des marchés de l'Etat et des collectivités publiques.

A cet effet, un exemplaire spécial du marché et, le cas échéant, de l'avenant prévoyant le bénéfice de l'article 14,

doit être remis au titulaire du **marché** et à chaque sous-traitant, bénéficiaire des dispositions dudit article 14.

### Section III. — *Dispositions communes.*

Art. 16.— Lorsque le marché comporte une clause de révision de prix, la révision du prix initial doit être opérée à titre définitif successivement sur le montant de chaque acompte, puis, en fin de marché, sur le montant du paiement pour solde.

La valeur finale des paramètres utilisés pour la révision doit être appréciée au plus tard à la date de réalisation, soit contractuelle, soit réelle, des opérations donnant lieu à ces versements.

Lorsque des avances ont été accordées et que, par application de l'article 10, elles sont remboursées par déduction sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de solde, la clause de révision de prix ne s'applique que sur la différence entre le montant initial de l'acompte ou du solde et le montant de l'avance à déduire. Toutefois, lorsque la preuve est apportée par l'une des parties que les catégories de dépenses à raison desquelles les avances ont été versées ont été affectées par des variations de prix, la clause de révision est appliquée au montant de l'acompte ou du solde avant déduction du montant de l'avance.

Art. 17.— Sauf accord de l'administration contractante constaté par avenant, le titulaire d'un marché et les sous-traitants, bénéficiaires des dispositions de l'article 14, ne peuvent disposer des approvisionnements ayant fait l'objet d'avances ou d'acomptes, pour d'autres travaux, fournitures ou services que ceux prévus au contrat.

Lorsque le titulaire du marché ou les sous-traitants sont autorisés à disposer des approvisionnements, l'avenant établi à cet effet doit préciser les conditions dans lesquelles les versements d'avances ou d'acomptes correspondants devront être restitués ou retenus sur les versements à intervenir.

Art. 18.— Les règlements d'avances et d'acomptes n'ont pas le caractère de paiements définitifs; leur bénéficiaire en est débiteur jusqu'au règlement final du marché.

Art. 19.— En cas de résiliation totale ou partielle du marché, l'administration contractante peut, sans attendre la liquidation définitive et si la demande lui en est faite, mandater au profit du titulaire quatre-vingts pour cent au maximum du solde créateur que fait apparaître une liquidation provisoire.

Réciproquement, si la liquidation provisoire fait apparaître un solde créateur au profit de l'administration, celle-ci peut exiger du titulaire du marché le reversement immédiat de quatre-vingts pour cent du montant de ce solde. Toutefois, un délai peut être accordé au titulaire pour s'acquitter de sa dette; dans cette hypothèse, le titulaire doit fournir la garantie d'une caution personnelle s'engageant solidairement avec lui à rembourser quatre-vingts pour cent du montant du solde.

Les dispositions du présent article sont applicables aux sous-traitants, bénéficiaires des dispositions de l'article 14 sous réserve, en cas de solde créateur à leur profit, que le décompte de liquidation provisoire des travaux, fournitures ou services qu'ils ont exécutés soit revêtu de l'acceptation du titulaire du marché.

Art. 20.— Est interdite l'insertion dans un cahier des charges ou dans un marché de toute clause de paiement différé ou de paiement par annuités.

### Chapitre II

#### *Délais de règlement.*

Art. 21.— Les opérations effectuées par le titulaire d'un marché, par un sous-traitant, bénéficiaire des dispositions de l'article 14, qui donnent lieu à versement d'avances ou d'acomptes

ou à paiements pour solde, doivent être constatées par un écrit dressé par l'administration contractante.

Art. 22.— Le marché doit préciser les délais ouverts à l'administration contractante pour procéder aux constatations ouvrant droit à acomptes ou à paiement pour solde.

Les délais courent à partir des termes périodiques ou du temps final fixés par le marché et, lorsque le marché n'a pas fixé de tels termes, à partir de la demande du titulaire appuyée, si besoin est, des justifications nécessaires.

L'absence de constatation quinze jours après l'expiration du délai ouvre droit automatiquement, lorsqu'elle est imputable à l'administration, à des intérêts moratoires calculés depuis le jour qui suit l'expiration du délai jusqu'à celui de la constatation.

Art. 23.— Dans les deux mois qui suivent la constatation, le titulaire du marché, et éventuellement les sous-traitants bénéficiaires des dispositions de l'article 14, doivent être, le cas échéant, avisés des motifs pour lesquels les prestations constatées ne peuvent faire l'objet d'un acompte au moins partiel ou d'un paiement pour solde.

Si cette notification n'est faite qu'après expiration de ce délai de deux mois, le retard ouvre droit automatiquement à des intérêts moratoires calculés depuis le jour qui suit l'expiration dudit délai jusqu'à celui de la notification.

Art. 24.— Dans le délai de trois mois compté, suivant le cas, à partir de la constatation ou du jour où le créancier a régularisé son dossier, suivant la notification qui lui en a été faite dans les conditions prévues à l'article qui précède, le mandatement doit intervenir. Le défaut de mandatement dans ce délai de trois mois fait courir de plein droit et sans autre formalité des intérêts moratoires calculés depuis le jour qui suit l'expiration dudit délai jusqu'au jour du mandatement.

Art. 25.— Les intérêts moratoires prévus aux articles 22, 23 et 24 sont calculés sur le montant des droits à acomptes ou à paiement pour solde, à un taux supérieur de un pour cent au taux d'escompte de la Banque de France.

Art. 26.— Dans le cas où les documents contractuels prévoient l'échelonnement dans le temps des phases successives d'exécution et des versements auxquels elles doivent donner lieu, aucune créance ne peut devenir exigible, aucun intérêt moratoire ne peut commencer à courir avant les dates ainsi prévues par le contrat.

Art. 27.— Lorsque les prix des travaux, fournitures ou services ou, au moins, les conditions exactes de leur détermination ne résultent pas directement des stipulations du contrat, notamment dans le cas où, exceptionnellement, un marché a été passé sur commande, le contrat doit indiquer, en vue de sa mobilisation bancaire et du versement d'acomptes, un prix provisoire soit global, soit correspondant à des prestations élémentaires ou à des phases techniques d'exécution.

Un avenant fixant les prix définitifs ou, au moins, les conditions exactes de leur détermination doit intervenir, sauf disposition contraire du contrat primitif, avant l'expiration du premier tiers de la durée d'exécution fixée par celui-ci, durée comptée à partir de l'expiration de la période de démarrage éventuellement prévue.

Art. 28.— Lorsque, en cours d'exécution, la masse des travaux, fournitures ou services a été modifiée par ordre de service au delà des limites fixées par les documents contractuels ou que le marché a été partiellement ou totalement résilié, l'acte contractuel fixant le prix des travaux, fournitures ou services à exécuter suivant cet ordre de service, ou l'indemnité de résiliation, doit intervenir, sauf disposition contraire du contrat, au plus tard six mois après la date de notification de l'ordre de service ou de la résiliation. Ce délai est



porté à un an si l'acte contractuel est soumis à l'approbation ministérielle ou si la résiliation est prononcée en vertu d'une loi.

Art. 29.— Si l'entente entre les parties sur le montant soit du prix, soit de l'indemnité de résiliation n'est pas réalisée dans les délais fixés aux articles 27 et 28 ci-dessus, une décision du ministre intéressé — ou du directeur de l'établissement public national — fixant le montant du prix ou de l'indemnité de résiliation doit intervenir dans les trois mois qui suivent l'expiration du délai à considérer.

A défaut de décision ou d'accord contractuel dans le délai de trois mois prévu à l'alinéa précédent, des intérêts moratoires sont acquis de plein droit au titulaire du marché à partir de l'expiration de ce délai jusqu'à la date de la notification de la décision ou de la conclusion d'un accord contractuel enfin intervenu. Ils sont calculés à un taux supérieur de 1 p. 100 au taux d'escompte de la Banque de France sur le montant soit du supplément de prix, soit de l'indemnité de résiliation.

Lorsque, avant notification de la décision ministérielle, le titulaire du marché passé au nom de l'Etat demande au ministre, par lettre recommandée, que le différend l'opposant à l'administration soit soumis à l'avis du comité consultatif de règlement amiable du département ministériel intéressé, les intérêts moratoires cessent de courir de plein droit à partir de la date de la réception de cette demande. Les intérêts ne commencent ou ne recommencent à courir qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter de la demande.

Art. 30.— Dans les périodes définies à l'article 4, 7<sup>o</sup>, les délais fixés par les articles 22, 23, 24, 28 et 29 ci-dessus sont augmentés comme suit :

1<sup>o</sup> Le délai de quinze jours, fixé par le dernier alinéa de l'article 22, est porté à deux mois ;

2<sup>o</sup> Les délais de deux mois et de trois mois, fixés par les articles 23 et 24, sont portés respectivement à quatre mois et cinq mois ;

3<sup>o</sup> Les délais de six mois et de un an, fixés par l'article 28, sont portés respectivement à neuf mois et à deux ans ;

4<sup>o</sup> Les délais de trois mois et de quatre mois, fixés par le premier et le dernier alinéa de l'article 29, sont portés respectivement à quatre mois et à six mois.

## TITRE II

### Des garanties exigées des soumissionnaires et des titulaires des marchés.

Art. 31.— Les cahiers des charges déterminent la nature et l'importance des garanties pécuniaires à produire :

Par les soumissionnaires, à titre de cautionnement provisoire, pour être admis aux adjudications ;

Par les titulaires des marchés, à titre de cautionnement définitif, pour garantir le recouvrement des sommes dont ils seraient reconnus débiteurs.

Le montant du cautionnement définitif ne peut être ni inférieur à un et demi pour cent ni supérieur à trois pour cent du montant initial du marché.

Art. 32.— Les cahiers des charges peuvent, s'il y a lieu, en raison de la nature ou de l'objet du marché, dispenser de l'obligation de constituer un cautionnement provisoire.

Art. 33.— Par arrêté du ministre intéressé et du ministre des finances, il peut être dérogé à l'obligation de constituer un cautionnement définitif pour certaines catégories de marchés, compte tenu de leur durée ou de leur montant.

Art. 34.— La retenue de garantie exercée sur les acomptes en vertu de l'article 13 du décret du 31 mai 1862 portant

règlement général sur la comptabilité publique peut être supprimée lorsque les conditions particulières des marchés assortissent l'administration de garanties équivalentes.

Art. 35.— Les cautionnements provisoires et définitifs peuvent être remplacés par la garantie d'une caution personnelle et solidaire dans les conditions qui seront fixées par un décret pris sur le rapport du ministre des finances et du ministre de la France d'outre-mer.

Art. 36.— Dans les périodes définies à l'article 4 (7<sup>o</sup>), l'administration peut accepter que les cautionnements définitifs soient remplacés à due concurrence par une retenue sur le premier versement d'acompte effectué au titre du marché et, en cas d'insuffisance, sur le ou les versements subséquents.

Art. 37.— Les cautionnements provisoires sont restitués ou les cautions qui les remplacent libérées dès qu'est intervenue la désignation définitive du titulaire du marché.

Toutefois, en ce qui concerne le soumissionnaire déclaré adjudicataire, cette restitution ou cette libération n'intervient que lors de la réalisation du cautionnement définitif s'il en est exigé ; le cautionnement provisoire peut être affecté à la constitution du cautionnement définitif.

Art. 38.— Les cautionnements définitifs sont restitués ou les cautions qui les remplacent libérées soit au moment du règlement du solde, soit, si le marché prévoit un délai de garantie, à l'expiration de ce délai.

L'administration peut, en cours d'exécution du marché, décider de rembourser une fraction du cautionnement définitif ou de donner mainlevée partielle de la caution en tenant lieu.

Le marché peut prévoir que, pendant le délai de garantie, le cautionnement définitif ou l'engagement de caution en tenant lieu sera fixé à un chiffre supérieur à celui prévu initialement, sans que l'administration soit tenue par la limite maximum fixée à l'article 31 ci-dessus.

Art. 39.— Le titulaire d'un marché ne peut recevoir d'avances qu'après avoir constitué, dans les conditions fixées par le décret visé à l'article 35 ci-dessus, une caution personnelle s'engageant solidairement avec lui à rembourser, s'il y a lieu :

50 p. 100 du montant des avances consenties au titre des alinéas 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup> de l'article 4 ;

80 p. 100 du montant des avances consenties au titre des alinéas 4<sup>o</sup>, 5<sup>o</sup>, 6<sup>o</sup> et 7<sup>o</sup> de l'article 4.

Toutefois, l'administration contractante peut, en raison de la nature ou de l'objet du marché, prévoir avant la conclusion du contrat que la caution devra s'engager pour une valeur supérieure aux limites fixées ci-dessus.

Art. 40.— L'administration contractante libère les cautions fournies en garantie du remboursement des avances à mesure que les avances sont effectivement remboursées dans les conditions prévues par l'article 10 ci-dessus.

Art. 41.— Par dérogation aux dispositions des articles 31 et 39, sont dispensés de toute garantie les établissements publics et les entreprises dont l'Etat détient au moins 50 p. 100 du capital social.

La même dispense peut être prévue par le marché en faveur des entreprises concessionnaires ou subventionnées assurant un service public.

Art. 42.— Les garanties prévues aux articles 31 et 39 peuvent être, au titre d'un marché passé par entente directe, supprimées ou réduites par décision du ministre intéressé, prise sur avis de la commission consultative centrale des marchés et sauf opposition du contrôleur financier.

Art. 43.— Les garanties prévues aux articles 31 et 39 peuvent être, au titre des marchés passés pour les besoins de la défense nationale et au cours des périodes définies à l'article



4 (7°), supprimées ou réduites par décision générale prise conjointement, après avis de la commission consultative centrale des marchés, par le ministre intéressé et le ministre des finances.

Art. 44.— Les sociétés françaises d'ouvriers, les sociétés coopératives ouvrières de production, les sociétés coopératives d'artisans, les sociétés coopératives d'artistes et d'artisans d'art et les artisans individuels sont dispensés de fournir un cautionnement provisoire.

Sous réserve de l'application des dispositions de l'article 33, ces sociétés et artisans sont tenus de fournir un cautionnement définitif fixé dans tous les cas à un et demi pour cent du montant initial du marché.

Art. 45.— Lorsque, en vue de l'exécution des travaux, fournitures ou services, des matériels, machines, outillages ou approvisionnements sont remis par l'administration au titulaire du marché sans transfert de propriété à son profit, celui-ci assure à leur égard la responsabilité légale du dépositaire.

Dans ce cas, l'administration peut exiger :

1° Un cautionnement ou une caution personnelle et solidaire garantissant la représentation des matériels, machines, outillages ou approvisionnements remis ;

2° Une assurance contre les dommages subis, même en cas de force majeure.

L'administration peut également prévoir dans le cahier des charges des pénalités pour retard imputable au titulaire dans la restitution ou la représentation des matériels, machines, outillages ou approvisionnements remis.

Art. 46.— Lorsque, en vue de l'exécution des travaux, fournitures ou services, des approvisionnements sont remis au titulaire du marché avec transfert de propriété à son profit, celui-ci est responsable de la représentation soit de ces approvisionnements eux-mêmes, soit d'approvisionnements de substitution — matériaux, matières premières, objets fabriqués, etc. — ayant une valeur correspondante, jusqu'à exécution de ses obligations contractuelles.

Le contrat détermine les conditions dans lesquelles, en cas d'utilisation partielle ou de résiliation du marché, le titulaire doit restituer à l'administration les approvisionnements remis ou les approvisionnements de substitution de valeur correspondante restant en excédent.

Les garanties exigées et les pénalités prévues à l'article précédent peuvent être exigées ou prévues dans le cas du présent article.

Art. 47.— Les marchés peuvent spécifier qu'en contrepartie du paiement d'acomptes, la propriété des approvisionnements, des travaux et fournitures élémentaires et des produits intermédiaires correspondant à ces acomptes et énumérés sur un inventaire sera transférée à la personne publique contractante. Dans ce cas, le bénéficiaire des acomptes assume néanmoins à l'égard des approvisionnements et produits intermédiaires dont la propriété a été transférée mais qui sont restés en dépôt sur le chantier, en usine ou en atelier la responsabilité légale du dépositaire.

Outre l'application des dispositions de l'article 11, alinéa 1er, les marchés peuvent spécifier que des marques apparentes attestant la propriété de la personne publique contractante devront être apposées par le bénéficiaire des acomptes sur les approvisionnements et sur les produits intermédiaires transférés.

Le transfert de propriété des approvisionnements, travaux élémentaires et produits intermédiaires est annulé en cas de non-réception par l'administration des travaux ou des fournitures qui font l'objet du marché.

En cas de perte d'approvisionnements ou de produits intermédiaires transférés ou de rebut des travaux ou des fournitures, l'administration contractante doit exiger du bénéficiaire d'acomptes :

Soit le remplacement à l'identique ;

Soit la restitution immédiate des acomptes, sauf possibilité d'imputation sur les versements à intervenir ;

Soit la constitution d'une caution garantissant la restitution des acomptes.

Art. 48.— Des organismes de cautionnement mutuel pourront être autorisés à se porter caution personnelle et solidaire de leurs adhérents dans tous les cas où ceux-ci sont tenus de fournir une caution en vertu des dispositions du présent décret ou des stipulations du marché.

Un décret, pris sur le rapport du ministre des finances et du ministre de la France d'outre-mer, fixera éventuellement les conditions spéciales d'agrément de ces organismes, la nature des sûretés qu'ils ont à fournir en garantie de leurs engagements et la procédure de leur mise en cause.

Art. 49.— Les cahiers des charges déterminent, s'il y a lieu, les garanties autres que les cautionnements, cautions personnelles et solidaires ou transferts de propriété, telles que affectations hypothécaires, dépôts de matières dans les magasins de l'Etat, etc., qui peuvent être demandées, à titre exceptionnel, aux titulaires de marchés pour assurer l'exécution de leurs engagements. Ils précisent les droits que l'administration peut exercer sur ces garanties.

Art. 50.— Les garanties pécuniaires peuvent consister, au choix des soumissionnaires et titulaires des marchés, en numéraire ou en titres dont la liste est fixée par arrêté conjoint du ministre des finances et du ministre de la France d'outre-mer.

Le même arrêté détermine le mode de calcul de la valeur retenue pour chaque catégorie de ces titres.

Art. 51.— Les cautionnements sont reçus, dans le cadre de la législation en vigueur, par la caisse des dépôts et consignations ou par ses préposés et sont soumis aux règlements de cet établissement.

Les oppositions sur les cautionnements doivent être faites entre les mains du comptable qui a reçu lesdits cautionnements ; toutes autres oppositions sont nulles et non avenues.

Art. 52.— Lorsque le cautionnement est constitué en titres nominatifs, le titulaire souscrit une déclaration d'affectation de ces titres et donne à la caisse des dépôts et consignations un pouvoir irrévocable à l'effet de les aliéner s'il y a lieu.

L'affectation des titres nominatifs au cautionnement est notifiée, selon le cas, au Trésor ou à l'établissement émetteur. En ce qui concerne les titres de rentes sur l'Etat, cette affectation est mentionnée au grand-livre de la dette publique.

Les valeurs transmissibles par endossement, endossées en blanc, sont considérées comme valeurs au porteur.

Art. 53.— Lorsque les rentes ou valeurs affectées à un cautionnement donnent lieu à remboursement, la somme remboursée est encaissée par la caisse des dépôts et consignations et cette somme demeure affectée au cautionnement à due concurrence, à moins que le cautionnement ne soit reconstitué, au choix du titulaire, en valeurs prévues par l'arrêté interministériel visé à l'article 50 ci-dessus.

Art. 54.— La caisse des dépôts et consignations restitue les cautionnements provisoires au vu de la main-levée donnée par le fonctionnaire chargé de l'adjudication ou de la passation du marché ou d'office aussitôt après la réalisation du cautionnement définitif.

Les cautionnements définitifs sont restitués au vu d'une main-levée donnée par le ministre ou par son délégué.

Art. 55.— L'application des cautionnements définitifs à l'extinction des débets liquidés par les ministres compétents a lieu aux poursuites et diligences de l'agent judiciaire du Trésor public.

### TITRE III

#### Du règlement amiable des litiges.

Art. 56.— Le comité consultatif de règlement amiable créé auprès de chaque département ministériel en application de l'article 56 du décret n° 53-405 du 11 mai 1953 modifié a vocation pour connaître, dans les conditions fixées au titre III de ce décret, des litiges et différends relatifs aux marchés de l'Etat et des établissements publics nationaux non soumis aux lois et usages du commerce, passés ou exécutés dans les territoires d'outre-mer.

### TITRE IV

#### Dispositions diverses.

Art. 57.— Le montant des pénalités infligées au titulaire d'un marché est imputé en recette au budget de la collectivité contractante, sauf lorsque ce montant peut être retenu sur les sommes dues au titre du marché, auquel cas il vient en atténuation de la dépense.

Art. 58.— Le présent décret entrera en vigueur trois mois après la date de sa promulgation dans les groupes de territoires et territoires d'outre-mer.

Ses dispositions seront applicables de plein droit à tous les marchés de travaux, fournitures ou services conclus à partir de l'expiration de ce délai.

Elles pourront, en tout ou partie, être appliquées par avenant aux marchés conclus avant l'expiration du délai indiqué ci-dessus et non entièrement exécutés à l'expiration de ce délai.

Les avenants prévus à l'alinéa précédent devront indiquer expressément, d'une part, les dispositions du décret qui sont rendues applicables au marché considéré, d'autre part, la réduction effectuée sur le prix de base du marché, cette réduction devant correspondre à la diminution des charges financières résultant pour le titulaire de l'application du nouveau régime.

Ces avenants devront, dans tous les cas, être soumis à l'avis de la commission consultative centrale des marchés intéressée.

Art. 59.— En attendant la mise à jour des cahiers des clauses et conditions générales des différents départements ministériels, toutes dispositions de ces documents contraires à celles du présent décret doivent être considérées comme nulles en ce qui concerne les marchés auxquels il est applicable.

Art. 60.— Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent décret, notamment :

Le décret du 26 août 1910 relatif au comité consultatif de règlement amiable des entreprises de travaux publics et des marchés de fournitures y afférentes et les décrets modificatifs des 2 mars 1928, 19 mars 1937, 3 juin 1937 et 3 janvier 1952 ;

Le décret du 7 avril 1940 relatif aux marchés passés par les territoires d'outre-mer relevant du ministère des colonies et le décret modificatif n° 50-1052 du 17 août 1950 ;

Le titre III du décret du 11 avril 1949 relatif aux garanties à fournir par les soumissionnaires et titulaires de marchés ; toutefois les dispositions de l'article 31 de ce décret demeurent applicables jusqu'à l'entrée en vigueur du décret prévu à l'article 35 ci-dessus.

Art. 61.— Le ministre des finances, des affaires économiques et du plan, le ministre de la France d'outre-mer et tous les ministres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de

l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 8 janvier 1958.

Félix GAILLARD.

Par le président du conseil des ministres :

*Le ministre des finances,  
des affaires économiques et du plan,*  
Pierre PFLIMLIN.

*Le ministre de la France d'outre-mer,*  
Gérard JAQUET.

DÉCRET n° 58-38 *relatif à la publication dans les territoires d'outre-mer du décret n° 57-1269 du 5 décembre 1957 portant publication de la convention consulaire franco-suédoise signée à Paris le 5 mars 1955.*

(Du 17 janvier 1958.)

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer,

Vu l'article 47 de la Constitution ;

Vu le décret n° 57-1269 du 5 décembre 1957 portant publication de la convention consulaire franco-suédoise signée à Paris le 5 mars 1955,

DÉCRÈTE :

Article 1<sup>er</sup>.— Sera publiée aux Journaux officiels des territoires d'outre-mer, en vue de son application dans lesdits territoires, de la convention consulaire franco-suédoise signée à Paris le 5 mars 1955, telle qu'elle figure au décret sus-visé du 5 décembre 1957.

Art. 2.— Le ministre de la France d'outre-mer est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 17 janvier 1958.

Félix GAILLARD.

Par le président du conseil des ministres :

*Le ministre de la France d'outre-mer,*  
Gérard JAQUET.

DÉCRET n° 57-1269 *portant publication de la convention consulaire entre la France et la Suède signée à Paris le 5 mars 1955.*

(Du 5 décembre 1957)

Le Président de la République,

Sur la proposition du président du conseil des ministres et du ministre des affaires étrangères,

Vu les articles 26, 27, 28 et 31 de la constitution ;

Vu le décret n° 53-192 du 14 mars 1953 relatif à la ratification et à la publication des engagements internationaux souscrits par la France,

Décète :

Article 1<sup>er</sup>.— La convention consulaire entre la République française et le royaume de Suède, signée à Paris le 5 mars 1955, sera publiée au *Journal officiel* de la République française.

Art. 2.— Le président du conseil des ministres et le ministre des affaires étrangères sont chargés de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 5 décembre 1957.

René COTY.

Par le Président de la République :

Le président du conseil des ministres,

Félix GAILLARD.

Le ministre de la France d'outre-mer,  
ministre des affaires étrangères par intérim,  
Gérard JAQUET.

## CONVENTION CONSULAIRE

entre la République française et le Royaume de Suède

Le Président de la République française,

et Sa Majesté le Roi de Suède,

désirant régler la situation des consuls habilités à exercer leurs fonctions dans leurs territoires respectifs, ont résolu de conclure une convention consulaire et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Le Président de la République française ;

M. René Massigli, Ambassadeur de France, Secrétaire Général du Ministère des Affaires Etrangères ;

Sa Majesté le Roi de Suède ;

Son Excellence Karl Ivan Westman, Ambassadeur de Suède en France,

lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

### TITRE Ier

#### Applications et définitions.

##### Article 1er.

La présente convention s'applique, en ce qui concerne l'Union française, à la République française, aux autres territoires de l'Union française, à l'exception des Etats associés d'Indochine et aux Etats ou territoires dont la France assume la responsabilité des relations internationales.

En ce qui concerne les territoires de Sa Majesté le Roi de Suède, au Royaume de Suède.

##### Article 2.

Aux termes de la présente Convention, il faut entendre :

Par Etat d'envoi, la Haute Partie Contractante qui nomme le Consul ;

Par Etat de résidence, la Haute Partie Contractante sur le territoire de laquelle le Consul exerce ses fonctions ;

Par Consul de carrière, tout ressortissant de l'Etat d'envoi, nommé par ce dernier pour exercer exclusivement, à titre de fonctionnaire rétribué de cet Etat et en qualité de Consul général, Consul, Vice-Consul, la défense des intérêts de ses ressortissants dans les territoires de l'Etat de résidence ;

Par Consul honoraire, toute personne qui, ressortissante d'un Etat quelconque, est nommée, suivant la réglementation de l'Etat d'envoi, pour exercer, sur le territoire de l'Etat de résidence, les fonctions de Consul général, Consul ou Vice-Consul, tout en pouvant exercer une activité lucrative.

Par Agent consulaire, toute personne qui, ressortissante d'un Etat quelconque, est déléguée par un Consul de carrière chef de

poste pour assurer certaines fonctions consulaires tout en pouvant exercer une activité lucrative ;

Par Employé consulaire, toute personne qui, ressortissante d'un Etat quelconque, remplit une tâche consulaire subalterne sans avoir d'autre activité professionnelle ou lucrative.

Les chauffeurs et le personnel chargé uniquement de l'entretien des locaux ou d'autres tâches domestiques ne pourront, toutefois, être considérés comme employés consulaires ;

Par poste consulaire, tout établissement consulaire, qu'il s'agisse d'un Consulat général, d'un Consulat, d'un Vice-Consulat ou d'une Agence consulaire.

## TITRE II

### Admission des consuls et circonscriptions consulaires.

#### Article 3.

Chacune des Hautes Parties Contractantes a la faculté d'établir des consulats généraux, consulats, vice-consulats et agences consulaires dans les villes, ports ou localités de l'autre Partie. Elles se réservent toutefois le droit de désigner les localités qu'elles jugeront convenable d'excepter, pourvu que cette réserve soit également applicable à toutes les Puissances, ainsi que les zones ou quartiers où elles ne souhaitent pas voir s'installer les bureaux ou les résidences consulaires.

Le siège et la délimitation de chaque circonscription consulaire sont déterminés d'un commun accord par les Hautes Parties Contractantes. L'Etat de résidence peut s'opposer à l'ouverture d'un poste consulaire dans une localité où il n'en existe pas encore.

L'Etat de résidence peut demander le déplacement du siège ou la fermeture d'un poste consulaire. Cette demande doit être motivée.

#### Article 4.

Les consuls, chefs de postes, sont admis et reconnus par le Gouvernement de l'Etat de résidence selon les règles et formalités établies dans cet Etat sur la présentation de leur Commission consulaire. L'exequatur qui indique leur circonscription leur est délivré sans retard et sans frais.

Le Gouvernement de l'Etat de résidence informe immédiatement de la nomination des chefs de poste consulaire les autorités supérieures de la circonscription à la tête de laquelle ils sont placés. Ces autorités doivent, sur cet avis et sur présentation de l'exequatur, prendre sans délai toutes mesures utiles pour que lesdits consuls puissent s'acquitter des devoirs de leur charge et jouir des droits, pouvoirs, prérogatives et immunités qui leur sont reconnus dans la présente convention.

L'exequatur ne peut être refusé ou retiré que pour des motifs graves.

En ce qui concerne les autres consuls, l'Etat de résidence les admettra à l'exercice de leurs fonctions du fait de leur nomination et sous réserve d'une notification. Leur rappel ne peut être demandé que pour des motifs graves.

#### Article 5.

L'Etat d'envoi pourra, avec l'autorisation de l'Etat de résidence, affecter à des fonctions consulaires un ou plusieurs membres de la mission diplomatique qu'il a accréditée auprès de cet Etat. Dans ce cas, les dispositions de l'article 4 s'appliqueront à leur affectation consulaire. Ces fonctionnaires auront droit, en leur qualité consulaire et en ce qui concerne l'exercice de leurs fonctions consulaires, aux avantages prévus par la présente convention et seront soumis aux obligations qui en résultent, réserve faite de tout privilège personnel supplémentaire auquel ils pourraient avoir droit si leur qualité d'agent diplomatique est également reconnue par l'Etat de résidence.

## Article 6.

Les consuls ou employés consulaires peuvent exercer temporairement, en qualité d'intérimaire, les fonctions d'un consul chef de poste décédé ou empêché pour cause de maladie ou d'absence ou pour tout autre motif. Ces intérimaires peuvent, moyennant notification aux autorités locales, exercer leurs fonctions et bénéficier des dispositions de la présente convention en attendant la reprise de fonctions du titulaire ou la désignation d'un nouveau consul.

## Article 7.

Les consuls de carrière, chefs de poste, peuvent nommer des agents consulaires dans les villes, ports et localités de leur circonscription, sous réserve de l'approbation du Gouvernement de l'Etat de résidence.

Les agents consulaires doivent être munis d'un brevet délivré à cet effet par le consul qui les a nommés et sous les ordres duquel ils sont placés.

## Article 8.

Les Consuls, chefs de poste, font connaître aux autorités de l'Etat de résidence les nom et adresse de leurs employés consulaires dans les conditions prévues par les règlements dudit Etat.

## TITRE III

*Immunités et privilèges.*

## Article 9.

L'Etat d'envoi peut acquérir et posséder sur le territoire de l'Etat de résidence, en conformité avec les lois et règlements de ce dernier, tout immeuble nécessaire à l'établissement d'un poste consulaire ou à la résidence officielle d'un consul de carrière.

L'Etat d'envoi a le droit de faire construire sur les terrains lui appartenant les bâtiments et dépendances nécessaires aux fins indiqués ci-dessus, sous réserve de se conformer aux règlements sur les constructions ou l'urbanisme applicables à la zone dans laquelle ces terrains sont situés.

Les bâtiments ou locaux affectés aux bureaux du consulat et à la résidence d'un consul de carrière, qui sont propriété de l'Etat d'envoi, sont exemptés des impôts et taxes établis dans l'Etat de résidence qui frappent ces immeubles ou leur revenu. L'acquisition desdits immeubles à titre onéreux ou gratuit ne donne lieu à aucune perception au profit de ce dernier Etat. Les exonérations ainsi prévues ne s'étendent pas aux taxes acquittées en rémunération des services rendus ou en contrepartie d'améliorations publiques locales.

## Article 10.

Aucun impôt ou taxe similaire ne sera perçu dans le territoire de l'Etat de résidence à l'encontre de l'Etat d'envoi à raison de l'occupation des bâtiments ou locaux affectés aux bureaux du consulat et à la résidence d'un consul de carrière, à l'exception des taxes perçues en rémunération des services rendus ou en contrepartie d'améliorations publiques locales.

## Article 11.

Les consuls, chefs de poste, et les agents consulaires peuvent placer, sur la clôture extérieure de l'immeuble consulaire, un écusson aux armes de l'Etat d'envoi, portant une inscription appropriée, désignant, dans la langue nationale de ce dernier, le consulat ou l'agence consulaire.

Ils peuvent également, aux jours de solennité publique et dans les circonstances d'usage, arborer le drapeau de l'Etat d'envoi sur l'édifice consulaire.

Les consuls chefs de poste peuvent, en outre, dans l'exercice de leurs fonctions, arborer le pavillon de l'Etat d'envoi sur les voitures, navires et aéronefs qu'ils utilisent.

Chacune des Hautes Parties Contractantes assure le respect et la protection des drapeaux, écussons et pavillons consulaires.

## Article 12.

Conformément aux principes reconnus du droit international, les archives et tous autres documents ou registres consulaires sont en tout temps inviolables et les autorités de l'Etat de résidence ne peuvent, sous aucun prétexte, les examiner ni les saisir.

Les archives, documents ou registres consulaires sont tenus dans les locaux qui leur sont spécialement affectés et qui doivent être parfaitement distincts des pièces servant à l'habitation personnelle des consuls, agents consulaires ou employés consulaires. Ces archives, documents et registres doivent, en outre, être tenus séparés des livres ou papiers ayant un autre objet.

Les consuls de carrière pourront communiquer et correspondre par poste, télégraphe, téléphone et autres services publics, même en langage secret, avec leur Gouvernement ou avec la mission diplomatique dont ils relèvent et envoyer et recevoir cette correspondance officielle par sacs ou autres colis scellés. Cette correspondance est inviolable.

Les consuls honoraires et les agents consulaires peuvent communiquer ou correspondre librement avec les autorités dont ils relèvent.

## Article 13.

Les locaux d'un poste consulaire ne peuvent être visités par la police ou d'autres autorités de l'Etat de résidence qu'avec le consentement du chef de poste.

A défaut de ce consentement, ils ne pourront être visités qu'en exécution d'un mandat ou d'une décision judiciaire et avec l'autorisation du Ministre des Affaires Etrangères de l'Etat de résidence.

Toutefois, la police ou les autorités de l'Etat de résidence pourront pénétrer sans formalité dans les locaux consulaires en cas d'incendie ou de sinistre grave et lorsqu'un crime ou un délit se commet ou vient de se commettre dans lesdits locaux. Il en sera de même lorsqu'un fugitif recherché par la Justice vient de pénétrer dans les locaux pour échapper aux autorités de police ; dans ce dernier cas, l'action de la police devra se limiter à l'arrestation dudit fugitif. L'autorité consulaire ne pourra s'opposer à cette action, à moins qu'elle n'expulse elle-même l'individu recherché.

Les dispositions du présent article ne peuvent être interprétées comme la reconnaissance d'un droit d'asile.

## Article 14.

Les consuls, agents et employés consulaires ressortissants de l'Etat d'envoi sont exemptés de toute réquisition personnelle et mobilière.

Les locaux des postes consulaires, la résidence des consuls, agents et employés consulaires ressortissants de l'Etat d'envoi, ainsi que les biens mobiliers qui s'y trouvent, sont exemptés de toute réquisition, contribution ou logement militaire.

## Article 15.

Les consuls, agents et employés consulaires, quelle que soit leur nationalité, ne sont pas justiciables des autorités judiciaires et administratives de l'Etat de résidence en ce qui concerne les actes de leurs fonctions, conformément aux règles du droit international.

## Article 16.

Les consuls de carrière bénéficient d'une immunité personnelle les exemptant d'arrestation, sauf le cas de flagrant délit ; ils ne peuvent faire l'objet d'une mesure de détention préventive, à moins qu'ils ne soient inculpés d'une infraction de droit

commun passible d'une peine d'au moins quatre ans d'emprisonnement d'après la législation de l'Etat de résidence.

En cas d'arrestation d'un consul ou de poursuites engagées contre lui, l'Etat de résidence en informe immédiatement la Mission diplomatique dont il relève.

#### Article 17.

Les consuls, agents et employés consulaires ne peuvent être contraints de témoigner devant les tribunaux de l'Etat de résidence au sujet des actes relatifs à leurs fonctions consulaires ni d'exhiber des documents d'archives ou d'autres documents consulaires.

Si le consul de carrière estime que le témoignage qui lui est demandé peut avoir une relation avec ses fonctions officielles, il sera autorisé à consulter son Gouvernement et un délai lui sera accordé à cet effet.

Dans tous les cas, quand il s'agira de procès civils, la déposition des consuls de carrière pourra être recueillie verbalement ou par écrit à leur résidence ou à leur bureau.

#### Article 18.

Les consuls de carrière, leur conjoint et leurs enfants mineurs résidant avec eux, sont dispensés de se conformer aux dispositions de la législation de l'Etat de résidence concernant les permis de séjour, l'enregistrement et le contrôle des étrangers. Ils ne pourront être passibles d'expulsion.

Les consuls honoraires, les agents consulaires et les employés consulaires étrangers à l'Etat de résidence sont soumis à cette législation ; l'accomplissement des formalités auxquelles ils peuvent être astreints en leur qualité d'étrangers leur est facilité.

#### Article 19.

Les privilèges fiscaux et franchises douanières déterminés par les articles 20 à 22 ci-après sont accordés aux consuls, agents consulaires et employés consulaires de chacune des Hautes Parties Contractantes, sous réserve de l'application effective du principe de réciprocité.

#### Article 20.

Les consuls de carrière et les employés consulaires servant sous les ordres d'un consul de carrière et ressortissants de l'Etat d'envoi sont exempts des contributions directes et taxes assimilées à caractère personnel appliquées dans le territoire de leur résidence.

Cette exemption ne s'applique pas :

Aux impôts établis sur la propriété immobilière ;

Aux impôts se rapportant aux résidences secondaires des intéressés et aux éléments imposables qui en dépendent ;

Aux impôts sur les revenus provenant de sources situées dans l'Etat de résidence ;

Aux impôts établis et perçus soit sur un capital placé dans une entreprise industrielle ou commerciale dans le territoire de l'Etat de résidence, soit sur un gain résultant de la liquidation d'un tel placement ou de la vente d'un immeuble situé sur le territoire de l'Etat de résidence ;

Aux taxes ayant le caractère de rémunération d'un service rendu ou établies en contre-partie d'améliorations publiques locales.

Les consuls de carrière et les employés consulaires visés au premier alinéa sont exemptés également des redevances afférentes à la propriété ou à l'usage de véhicules, bateaux de plaisance, aéronefs, appareils récepteurs radiophoniques ou de télévision.

Les consuls, agents et employés consulaires ne bénéficient

d'aucune exonération en ce qui concerne les impôts et taxes sur les transactions de biens mobiliers ou immobiliers.

#### Article 21.

Les consuls, agents consulaires et employés consulaires, ressortissants de l'Etat d'envoi, sont exemptés des droits de douane ou autres taxes d'importation sur le mobilier à usage personnel ou familial qu'ils importent à l'occasion de leur premier établissement dans l'Etat de résidence.

Les véhicules à moteur, bateaux de plaisance et aéronefs importés par les consuls de carrière, pour leur usage personnel ou celui de leur famille, sont admis en franchise temporaire des droits et taxes d'importation pour la durée des fonctions des intéressés.

Les véhicules à moteur, navires et aéronefs, appartenant à l'Etat d'envoi et utilisés par ses consulats, consuls, agents consulaires ou employés consulaires ainsi que les véhicules, navires et aéronefs appartenant à ses consuls, agents consulaires ou employés consulaires seront, dans la mesure requise par les lois de l'Etat de résidence, assurés pour couvrir les risques de responsabilité civile.

#### Article 22.

Sont exonérés de tous droits et taxes d'importation les écussons, pavillons, emblèmes distinctifs de nationalité, sceaux, livres, archives et documents officiels, fournitures de bureau ainsi que les meubles de bureau, armoires métalliques, coffres-forts, machines à écrire et à calculer, postes récepteurs radiophoniques ou de télévision ou autres objets analogues adressés par les Hautes Parties Contractantes à leurs postes consulaires respectifs pour leur usage officiel.

#### Article 23.

Les consuls ont droit, en leur qualité d'agent officiel de l'Etat d'envoi, à une protection spéciale et à des égards particuliers de la part de tous les fonctionnaires de l'Etat de résidence avec lesquels ils entretiendront des relations officielles.

### TITRE IV

#### Attributions consulaires.

#### Article 24.

Conformément aux principes et aux usages internationaux, les consuls et agents consulaires protègent et défendent tous les droits et intérêts des ressortissants de l'Etat d'envoi.

Ils ont qualité, à cet effet, pour s'adresser aux autorités compétentes de leur circonscription et, en l'absence de tout représentant diplomatique de l'Etat d'envoi, au Gouvernement de l'Etat de résidence.

#### Article 25.

Les consuls et agents consulaires peuvent communiquer avec les ressortissants de l'Etat d'envoi, les conseiller et les assister dans leurs démarches, instances ou procédures auprès des autorités territoriales.

Ils peuvent leur assurer, s'il y a lieu, l'assistance d'un homme de loi ou d'un interprète.

#### Article 26.

Les consuls et agents consulaires seront informés, sur leur demande, par les autorités compétentes, de l'identité de leurs ressortissants détenus dans leur circonscription, sauf si les intéressés s'y opposent.

Les autorités compétentes informent immédiatement les consuls et agents consulaires de l'arrestation ou de la détention, dans leur circonscription, de tout ressortissant de l'Etat d'envoi qui en fait la demande. Le consul peut alors être autorisé à visiter ces ressortissants conformément aux règlements de l'éta-

blissement de détention et à s'entretenir avec eux en vue de prendre toute disposition pour leur défense en justice. Toute communication destinée au consul par ce ressortissant lui est transmise par les soins de l'autorité compétente.

Lorsque le ressortissant purge, après condamnation, une peine privative de liberté, le consul dans la circonscription duquel il est détenu a le droit de le visiter moyennant autorisation de l'autorité compétente. Toute visite de ce genre doit permettre au consul ou à son délégué de s'entretenir avec le prisonnier, conformément aux règlements des prisons.

#### Article 27.

Les consuls et agents consulaires compétents en vertu des lois et instructions de l'Etat d'envoi peuvent :

1<sup>o</sup> Dresser ou transcrire les actes d'état civil concernant leurs ressortissants ;

2<sup>o</sup> Recevoir, les consuls français en la forme notariée, les consuls suédois en la forme prévue par la législation suédoise, tous actes et contrats, quelle que soit la nationalité des Parties, lorsqu'ils concernent des biens situés ou des affaires à traiter sur le territoire de l'Etat d'envoi ou dans un pays tiers, ou lorsqu'ils sont destinés à produire des effets juridiques dans l'Etat d'envoi ou dans un Etat tiers.

Dans le cas où un doute s'élèverait sur l'authenticité d'une expédition, copie ou extrait desdits actes, tout intéressé peut en demander la confrontation avec l'original et assister au collationnement s'il le juge convenable.

#### Article 28.

Les consuls ou agents consulaires compétents peuvent :

1<sup>o</sup> Immatriculer les ressortissants de l'Etat d'envoi ;

2<sup>o</sup> Délivrer à ces ressortissants des passeports, laissez-passer ou autres documents personnels ;

3<sup>o</sup> Viser les passeports ou titres de voyage de toute personne qui désire se rendre dans les territoires de l'Etat d'envoi ;

4<sup>o</sup> Procéder aux opérations de recensement militaire des ressortissants de l'Etat d'envoi ;

5<sup>o</sup> Recevoir toutes déclarations ou dresser tous actes, légaliser ou certifier des signatures, viser, certifier ou traduire des documents, lorsque ces actes et formalités sont exigés par les lois ou instructions de l'Etat d'envoi ;

6<sup>o</sup> Traduire et légaliser toute espèce de documents émanant des autorités ou fonctionnaires de l'Etat d'envoi ; ces traductions ont, dans l'Etat de résidence, la même force et valeur que si elles avaient été faites par les traducteurs assermentés du pays.

#### Article 29.

Pour l'application des dispositions des deux articles précédents, l'Etat de résidence doit désigner l'autorité qualifiée pour authentifier à l'égard de ses autres autorités les signatures des consuls ou agents consulaires. Ces signatures doivent être déposées auprès de ladite autorité.

Cette même autorité a qualité pour authentifier la signature des autres autorités à l'égard des actes que le consul aurait à légaliser, traduire ou transcrire en vue de leur faire produire effet dans les territoires de l'Etat d'envoi.

#### Article 30.

Les consuls peuvent, sous réserve des dispositions des arrangements spéciaux conclus ou à conclure entre les Hautes Parties Contractantes :

1<sup>o</sup> Organiser, conformément aux lois de l'Etat d'envoi, la tutelle ou la curatelle de leurs nationaux incapables ;

2<sup>o</sup> En matière civile et commerciale, transmettre les actes judiciaires et extra judiciaires et exécuter les commissions roga-

toires des tribunaux de l'Etat d'envoi, dans la mesure permise par la législation territoriale ;

3<sup>o</sup> Recevoir en dépôt les sommes d'argent, documents et objets de toute nature qui leur seront remis par des ressortissants de l'Etat d'envoi ou pour leur compte ; ces dépôts ne bénéficient pas de l'immunité prévue à l'article 12 ;

4<sup>o</sup> Assurer comme il est dit aux titres V et VI ci-après, l'administration des successions de ces ressortissants et l'application des lois de l'Etat d'envoi sur la navigation marchande.

### TITRE V

#### Successions.

#### Article 31.

En cas de décès d'un ressortissant de l'un des Etats contractants sur le territoire de l'autre, l'autorité locale compétente avise immédiatement le consul dans la circonscription duquel le décès a eu lieu. Le consul, de son côté, s'il en a eu connaissance le premier, donne le même avis à l'autorité locale.

#### Article 32.

Lorsqu'un défunt laissera une succession dans l'Etat de résidence et qu'un droit à la succession ou à une partie de celle-ci reviendra à un ressortissant de l'Etat d'envoi ne résidant pas sur le territoire et n'y étant pas représenté par un mandataire désigné, ou sera revendiqué par ledit ressortissant, le consul dans la circonscription duquel la succession est ouverte ou son délégué, aura le droit de représenter ce ressortissant en ce qui concerne ses intérêts dans la succession, comme si une procuration expresse avait été établie en sa faveur par ce ressortissant. Si, ultérieurement, ce ressortissant vient à défendre lui-même ses intérêts dans le territoire ou à y être expressément représenté par une autre personne, la procuration ainsi présumée au profit du consul cessera d'avoir effet.

#### Article 33.

Si un consul exerce les droits visés à l'article 32 du présent titre, il sera, en cette matière, soumis à la législation territoriale et à la juridiction des tribunaux territoriaux de la même manière qu'un ressortissant de l'Etat de résidence. Il sera alors appelé en cause non à titre personnel, mais comme représentant de ses ressortissants intéressés du fait de ses fonctions.

#### Article 34.

Les consuls et agents consulaires des Hautes Parties Contractantes sont seuls chargés des actes d'inventaire et autres opérations effectuées pour la conservation des biens et objets de toute nature laissés par les ressortissants, gens de mer et passagers qui décèderaient, soit à bord d'un navire de leur pays avant son arrivée dans le port ou dans le port lui-même, soit à terre après le débarquement.

### TITRE VI

#### Navigation.

#### Article 35.

Lorsqu'un navire battant pavillon de l'Etat d'envoi se trouve dans un port de l'Etat de résidence, le consul ou l'agent consulaire compétent peut se rendre en personne ou envoyer des délégués à bord de ce navire après son admission à la libre pratique.

Il peut, en toute liberté, interroger le capitaine et les membres de l'équipage, examiner les papiers de bord, recevoir toutes déclarations sur le voyage, l'itinéraire et la destination du bâtiment et délivrer pour le compte de l'Etat d'envoi tous documents nécessaires à l'expédition du navire.

Le capitaine et les membres de l'équipage sont autorisés à communiquer avec le consul et à se rendre au poste consulaire.

#### Article 36.

Les consuls et agents consulaires compétents connaissent exclusivement du maintien de l'ordre intérieur et de la discipline à bord des navires marchands battant pavillon de l'Etat d'envoi.

Ils peuvent régler eux-mêmes les contestations de toute nature entre le capitaine, les officiers du navire et les membres de l'équipage, y compris celles qui concernent la solde et l'exécution du contrat d'engagement. Ils peuvent également exercer les pouvoirs qui leur sont attribués par l'Etat d'envoi en ce qui concerne l'engagement, l'embarquement, le licenciement et le débarquement des marins et procéder, le cas échéant, à l'hospitalisation et au rapatriement du capitaine ou des membres de l'équipage.

#### Article 37.

Les autorités de l'Etat de résidence n'interviendront dans aucune affaire survenue à bord du navire et ne procéderont à aucune poursuite pour les infractions commises à bord, sauf dans l'un des cas suivants :

Si la demande d'intervention est faite par le consul ou, en cas d'urgence, par le capitaine du navire, à charge pour ce dernier d'en rendre compte aussitôt que possible au consul ;

S'il s'agit de désordres de nature à troubler la tranquillité et l'ordre public à terre ou dans le port, ou à porter atteinte à la santé ou à la sécurité publique ;

Si les infractions commises à bord sont punissables d'au moins trois ans d'emprisonnement dans les territoires visés au premier alinéa de l'article 1, ou de quatre ans d'emprisonnement dans les territoires visés au deuxième alinéa dudit article ;

Si des personnes étrangères à l'équipage se trouvent en cause ;

Si des membres de l'équipage ayant la nationalité de l'Etat de résidence se trouvent en cause, et à condition qu'il ne s'agisse pas de faits relevant du règlement disciplinaire du bord.

Les autorités de l'Etat de résidence devront prévenir en temps opportun le consul pour qu'il puisse assister aux visites, investigations ou arrestations qu'elles ont l'intention d'effectuer. L'avis adressé à cet effet indiquera une heure précise et, si le consul négligeait de s'y rendre ou de s'y faire représenter, il serait procédé en son absence.

Une procédure analogue devra être suivie au cas où les capitaines ou membres de l'équipage auraient à faire des déclarations devant les tribunaux ou administrations locales.

Les dispositions du présent article ne peuvent être opposées aux autorités de l'Etat de résidence pour tout ce qui concerne l'application de la législation et de la réglementation douanière, la santé publique et les autres mesures de contrôle concernant la police des ports, la sûreté des marchandises et l'admission des étrangers.

#### Article 38.

Les consuls et agents consulaires peuvent faire arrêter et renvoyer à bord un marin ou toute autre personne faisant partie, à quelque titre que ce soit, de l'équipage d'un navire de l'Etat d'envoi qui aurait déserté sur le territoire de l'Etat de résidence et sans lequel l'effectif de l'équipage serait insuffisant pour assurer la bonne marche du navire.

A cet effet, ils s'adresseront par écrit aux autorités locales compétentes et justifieront que la personne réclamée fait réellement partie de l'équipage et que sa présence à bord est nécessaire pour assurer la bonne marche du navire. Sur une demande ainsi justifiée, la remise du déserteur ne peut être refusée, sous réserve de l'application des dispositions constitutionnelles des Hautes Parties Contractantes concernant le droit d'asile.

Si un déserteur a commis quelque délit à terre, l'autorité locale peut surseoir à sa livraison jusqu'à ce que le tribunal ait rendu sa sentence et que celle-ci ait reçu peine et entière exécution.

Les marins ou autres membres de l'équipage, ressortissants de l'Etat de résidence, sont exceptés des stipulations du présent article.

#### Article 39.

Les consuls peuvent, selon les prescriptions légales de l'Etat d'envoi, recevoir toute déclaration et établir tout document concernant :

1° L'immatriculation d'un navire dans l'Etat d'envoi ou sa radiation de l'immatriculation ;

2° L'armement ou le désarmement d'un navire immatriculé dans l'Etat d'envoi ;

3° L'inscription des mutations survenues dans la propriété d'un navire immatriculé dans l'Etat d'envoi et les hypothèques ou autres droits réels grevant ce navire.

#### Article 40.

Lorsqu'un navire battant pavillon de l'Etat d'envoi fait naufrage ou s'échoue sur le littoral de l'Etat de résidence, le consul ou agent consulaire compétent en est informé aussitôt que possible par les autorités territoriales.

Celles-ci prennent toutes mesures pour maintenir l'ordre, assurer la protection du navire, des individus et biens naufragés et éviter les dommages qui pourraient être causés à d'autres navires ou aux aménagements portuaires.

Toutes les opérations relatives au sauvetage sont dirigées par le consul ou agent consulaire compétent avec l'assistance des autorités locales.

Le consul peut prendre en l'absence de l'armateur toutes les dispositions convenables en ce qui concerne le sort du navire.

L'intervention des autorités locales ne donne lieu à la perception de frais d'aucune espèce, à l'exception du remboursement des dépenses nécessitées par les opérations de sauvetage et de conservation des biens sauvés et des frais qui seraient perçus dans des circonstances analogues sur les navires de l'Etat de résidence.

Les marchandises et biens sauvés du naufrage ne sont passibles de droits et taxes d'importation que s'ils sont livrés à la consommation intérieure dans le territoire de l'Etat de résidence.

#### Article 41.

Le consul ou agent consulaire compétent peut de même prendre après accord des autorités territoriales toutes dispositions pour assurer la conservation et la destination de tous biens naufragés trouvés ou amenés sur le territoire de l'Etat de résidence et appartenant à des ressortissants ou à un navire de l'Etat d'envoi à condition que leurs propriétaires ou tous intéressés ne soient pas en mesure de prendre ces dispositions.

#### Article 42.

Toutes les fois qu'il n'y a pas de stipulations contraires entre les armateurs, chargeurs et assureurs, les avaries subies en mer par les navires de l'Etat d'envoi qui entrent dans les ports de l'Etat de résidence volontairement ou par relâche forcée, sont réglées par les consuls ou agents consulaires à moins que les ressortissants de l'Etat de résidence ou ceux d'un tiers Etat ne soient intéressés aux avaries ; dans ce cas et à défaut de compromis amiable entre toutes les parties intéressées, elles doivent être réglées par les autorités locales.

### DISPOSITIONS FINALES

#### Article 43.

En accord avec les règles du droit international, les consuls



sont autorisés à exercer toutes fonctions conformes à la pratique consulaire reconnue par l'Etat de résidence.

Les actes accomplis à l'occasion de l'exercice des fonctions consulaires peuvent donner lieu à la perception des droits et taxes prévus à cet égard par la législation de l'Etat d'envoi.

#### Article 44.

Les différends entre les Hautes Parties Contractantes relatives à l'application ou à l'interprétation de la présente convention qui n'auront pas été réglés par la voie diplomatique ou conformément au Traité de conciliation et d'arbitrage obligatoire signé à Paris, le 3 mars 1928, entre la France et la Suède, pourront être portés, à la requête de l'une des Parties, devant la Cour Internationale de Justice pour être tranchés par elle, conformément à son statut.

#### Article 45.

L'entrée en vigueur de la présente Convention mettra fin, en ce qui concerne les territoires auxquels elle s'applique, aux effets des accords suivants :

a) Déclaration concernant l'extradition des marins déserteurs, signée à Paris, le 15 mai 1856 ;

b) Articles 9 à 12 du Traité de Navigation conclu le 30 décembre 1881 entre la France et les Royaumes Unis de Suède et de Norvège ;

c) Déclaration du 19 mai 1886 pour régler le paiement des salaires dus aux marins des pays respectifs ainsi que le traitement de leurs successions ;

d) Notes ministérielles concernant la franchise des droits d'entrée pour les effets de chancellerie destinés à l'usage des consulats, échangés à Paris les 25 juin, 23 et 31 juillet 1900.

#### Article 46.

La présente Convention entrera en vigueur à dater du jour de l'échange des instruments de ratification, qui aura lieu à Stockholm, aussitôt que faire se pourra.

Elle demeurera en vigueur jusqu'à ce que l'une des Hautes Parties Contractantes la dénonce, moyennant un préavis d'une année.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé la présente Convention et y ont apposé leur sceau.

Fait à Paris, le 5 mars 1955.

MASSIGLI. WESTMAN.

#### PROTOCOLE DE SIGNATURE

Pour l'application de l'alinéa 3 de l'article 9, de l'article 10 et de l'alinéa 2 de l'article 20, chaque Haute Partie Contractante se réserve le droit de déterminer, le cas échéant, la partie d'un impôt frappant les immeubles qui sera considérée comme représentant la rémunération d'un service rendu ou la contrepartie d'améliorations publiques locales.

MASSIGLI. WESTMAN.

**DECRET n° 58-54 donnant compétence aux conseils du contentieux administratif dans les territoires d'outre-mer pour juger les comptes des comptables des collectivités et établissements publics.**

(Du 20 janvier 1958)

Le Président de la République,

Sur le rapport du président du conseil des ministres, du ministre de la France d'outre-mer et du ministre des finances, des affaires économiques et du plan,

Vu l'article 72 (alinéa 3) de la Constitution du 27 octobre 1946 ;

Vu l'article 126 de la loi du 13 juillet 1911 portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1911, modifié par l'article 36 de la loi du 29 avril 1921 ;

Vu le décret n° 54-276 du 27 février 1954 relevant le seuil de compétence de la cour des comptes ;

Vu le décret du 5 août 1881 fixant l'organisation et la compétence des conseils du contentieux administratif dans les colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion et réglementant la procédure à suivre devant ces conseils, notamment son article 3 ;

Vu le décret du 7 septembre 1881 qui rend applicable à toutes les colonies françaises le décret précité du 5 août 1881 ;

Vu la loi n° 55-1489 du 18 novembre 1955 relative à la réorganisation municipale en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Togo, au Cameroun et à Madagascar, et notamment ses articles 8 et 32 ;

Après avis de l'Assemblée de l'Union française ;

Après avis de la section des finances du conseil d'Etat ;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète :

Article 1er.— Dans les territoires d'outre-mer, les conseils du contentieux administratif, siégeant en chambre des comptes, jugent, à charge d'appel devant la cour des comptes, les comptes des comptables des collectivités publiques autres que les groupes de territoires et les territoires, ainsi que des établissements publics relevant de ces collectivités, dont les revenus, au cours de chacune des trois dernières années, n'ont pas excédé un montant fixé à la contre-valeur, en monnaie locale, de 20 millions de francs métropolitains par an.

Art. 2.— Sont abrogés le décret susvisé n° 54-276 du 27 février 1954 et toutes dispositions antérieures contraires au présent décret.

Art. 3.— Le président du conseil des ministres, le ministre de la France d'outre-mer et le ministre des finances, des affaires économiques et du plan sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 20 janvier 1958.

René COTY.

Par le Président de la République :

Le président du conseil des ministres,

Félix GAILLARD.

Le ministre de la France d'outre-mer,  
Gérard JAQUET.

Le ministre des finances, des affaires économiques  
et du plan,

Pierre PFLIMLIN.

#### TEXTES OFFICIELS PUBLIÉS A TITRE D'INFORMATION

#### EXTRAITS

Par décret en date du 17 janvier 1958, publié au J.O.R.F. du 24 janvier 1958, page 873, pris sur présentation du conseil

supérieur de la magistrature, sont intégrés dans la nouvelle hiérarchie judiciaire, selon les modalités suivantes :

M. Bonneau (René), magistrat du 6<sup>e</sup> degré. Le 1<sup>er</sup> janvier 1955 au 3<sup>e</sup> grade, 1<sup>er</sup> échelon (indice 500). Ancienneté conservée dans l'échelon : 9 mois 14 jours. Passe au 16 mars 1956 au 3<sup>e</sup> grade, 2<sup>e</sup> échelon (indice 525). Ancienneté conservée dans le grade à compter du 16 mars 1954, date de nomination au 6<sup>e</sup> degré de l'ancienne hiérarchie.

Par décrets en date du 17 janvier 1958, publiés au J.O.R.F. du 24 janvier 1958, page 876, pris sur la présentation du conseil supérieur de la magistrature, sont intégrés dans la nouvelle hiérarchie judiciaire pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1955 et dans les conditions suivantes :

M. Guesdon (Georges), magistrat du 9<sup>e</sup> degré, intégré au 1<sup>er</sup> janvier 1955 au 4<sup>e</sup> grade, 1<sup>er</sup> échelon (indice 410). Passe au 1<sup>er</sup> janvier 1957 au 4<sup>e</sup> grade, 2<sup>e</sup> échelon (indice 440). Ayant appartenu au 9<sup>e</sup> degré de l'ancienne hiérarchie à compter du 2 octobre 1956.

M. Tinseau (Pierre), magistrat du 9<sup>e</sup> degré. Intégré au 1<sup>er</sup> janvier 1955 au 4<sup>e</sup> grade, 1<sup>er</sup> échelon (indice 410). Au 1<sup>er</sup> janvier 1957 au 4<sup>e</sup> grade, 2<sup>e</sup> échelon (indice 440). Ayant appartenu au 9<sup>e</sup> degré de l'ancienne hiérarchie, à compter du 27 octobre 1955.

M. Baron (Jean), magistrat du 10<sup>e</sup> degré. Intégré au 1<sup>er</sup> janvier 1955 au 5<sup>e</sup> grade, 5<sup>e</sup> échelon (indice 375). Nommé le 2 octobre 1956 au 4<sup>e</sup> grade, 1<sup>er</sup> échelon (indice 410). Passe au 24 juin 1957 au 4<sup>e</sup> grade, 2<sup>e</sup> échelon (indice 440). Services militaires utilisés à cet effet : 1 an 3 mois 8 jours. Services militaires épuisés pour l'avancement d'échelon. Services militaires conservés pour l'avancement de grade : 1 an 3 mois 8 jours.

Par décrets en date du 17 janvier 1958, publiés au J.O.R.F. du 24 janvier 1958, page 879, pris sur la présentation du conseil supérieur de la magistrature, sont intégrés dans la nouvelle hiérarchie judiciaire selon les modalités suivantes :

M. Lérat (Georges), magistrat du 11<sup>e</sup> degré. Le 1<sup>er</sup> janvier 1955 au 5<sup>e</sup> grade, 3<sup>e</sup> échelon (indice 325). Services militaires utilisés à cet effet : 3 mois 19 jours. Le 23 mai 1955 au 5<sup>e</sup> grade, 4<sup>e</sup> échelon (indice 340). Services militaires utilisés à cet effet : 1 an 7 mois 7 jours. Le 23 mai 1957 au 5<sup>e</sup> grade, 5<sup>e</sup> échelon (indice 375). Conserve l'indice 360 à titre personnel du 2 octobre 1956, date de nomination au 11<sup>e</sup> degré de l'ancienne hiérarchie, au 23 mai 1957. Services militaires épuisés pour l'avancement d'échelon. Services militaires conservés pour l'avancement de grade : 1 an 10 mois 26 jours.

M. Ravet (Jocelyn), magistrat du 13<sup>e</sup> degré. Le 1<sup>er</sup> janvier 1955 au 5<sup>e</sup> grade, 2<sup>e</sup> échelon (indice 310). Ancienneté conservée dans l'échelon : 9 mois. Le 31 mars 1956 au 5<sup>e</sup> grade, 3<sup>e</sup> échelon (indice 325). Titularisé dans des fonctions de juge à compter du 1<sup>er</sup> avril 1957.

M. Berlamont (Georges), magistrat du 14<sup>e</sup> degré. Le 1<sup>er</sup> janvier 1955 au 5<sup>e</sup> grade, 1<sup>er</sup> échelon (indice 300). Ancienneté

conservée dans l'échelon : 8 mois 20 jours. Passe au 10 avril 1955 au 5<sup>e</sup> grade, 2<sup>e</sup> échelon (indice 310). Passe au 10 avril 1957 au 5<sup>e</sup> grade, 3<sup>e</sup> échelon (indice 325). Juge suppléant à compter du 10 avril 1954.

M. Maglioli, magistrat du 14<sup>e</sup> degré. Le 11 juillet 1956 au 5<sup>e</sup> grade, 2<sup>e</sup> échelon (indice 310). Services militaires utilisés à cet effet : 1 an. Services militaires conservés pour l'avancement d'échelon : 1 mois 20 jours, et pour l'avancement de grade : 1 an 1 mois 20 jours.

M. Rocheron (Jacques), magistrat du 14<sup>e</sup> degré. Le 1<sup>er</sup> janvier 1955 au 5<sup>e</sup> grade, 2<sup>e</sup> échelon (indice 310). Services militaires utilisés à cet effet : 3 mois 10 jours. Passe au 26 avril 1956 au 5<sup>e</sup> grade, 3<sup>e</sup> échelon (indice 325). Services militaires utilisés à cet effet : 8 mois 4 jours. Juge suppléant à compter du 10 avril 1954. Services militaires épuisés pour l'avancement d'échelon ; conservés : 11 mois 14 jours, pour l'avancement de grade.

M. Suel (René), magistrat du 14<sup>e</sup> degré. Le 1<sup>er</sup> janvier 1955 au 5<sup>e</sup> grade, 2<sup>e</sup> échelon (indice 310). Ancienneté conservée dans l'échelon : 3 mois 19 jours. Passe au 11 septembre 1956 au 5<sup>e</sup> grade, 3<sup>e</sup> échelon (indice 325). Juge suppléant à compter du 11 septembre 1953.

Par décret en date du 17 janvier 1958, publié au J.O.R.F. du 24 janvier 1958, page 888, sont intégrés dans la nouvelle hiérarchie judiciaire selon les modalités suivantes :

M. Angevin (Henri), magistrat du 6<sup>e</sup> degré. Le 1<sup>er</sup> janvier 1955 au 3<sup>e</sup> grade, 1<sup>er</sup> échelon (indice 500). Ancienneté conservée dans l'échelon : 9 mois 14 jours. Le 21 septembre 1955 au 3<sup>e</sup> grade, 2<sup>e</sup> échelon (indice 525). Services militaires utilisés à cet effet : 5 mois 25 jours. Le 21 septembre 1957 au 3<sup>e</sup> grade, 3<sup>e</sup> échelon (indice 550). Ancienneté conservée dans le 3<sup>e</sup> grade à compter du 16 mars 1954, date de nomination au 6<sup>e</sup> degré de l'ancienne hiérarchie. Services militaires épuisés pour l'avancement d'échelon ; conservés pour l'avancement de grade : 5 mois 25 jours.

M. Lécorché (Robert), magistrat du 6<sup>e</sup> degré. Le 1<sup>er</sup> janvier 1955 au 3<sup>e</sup> grade, 3<sup>e</sup> échelon (indice 550). Services militaires utilisés à cet effet : 2 ans. Le 1<sup>er</sup> avril 1955 au 3<sup>e</sup> grade, 4<sup>e</sup> échelon (indice 575). Services militaires utilisés à cet effet : 1 an 9 mois. Le 1<sup>er</sup> avril 1957 au 3<sup>e</sup> grade, 5<sup>e</sup> échelon (indice 600). Ancienneté conservée dans le 3<sup>e</sup> grade à compter du 7 août 1952, date de nomination au 6<sup>e</sup> degré de l'ancienne hiérarchie. Services militaires épuisés pour l'avancement d'échelon. Services militaires conservés pour l'avancement de grade : 3 ans 9 mois.

M. Guémas (Marc), magistrat du 11<sup>e</sup> degré. Le 1<sup>er</sup> janvier 1955 au 5<sup>e</sup> grade, 3<sup>e</sup> échelon (indice 325). Le 1<sup>er</sup> janvier 1957 au 5<sup>e</sup> grade, 4<sup>e</sup> échelon (indice 340). Conserve l'indice 360 à titre personnel, à compter du 30 avril 1956. Ayant appartenu au 11<sup>e</sup> degré de l'ancienne hiérarchie, à compter du 30 avril 1956. Services militaires conservés pour l'avancement d'échelon 6 mois 22 jours. Services militaires conservés pour l'avancement de grade : 6 mois 22 jours.

Par décret en date du 17 janvier 1958, le conseil supérieur de la magistrature entendu, sont intégrés dans la nouvelle hiérarchie judiciaire, pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1955 et dans les conditions suivantes :

M. Delmée (Victor), magistrat du 13<sup>e</sup> degré. Le 1<sup>er</sup> janvier 1955 au 5<sup>e</sup> grade, 2<sup>e</sup> échelon (indice 310). Ancienneté conservée dans l'échelon : 1 an 5 mois 9 jours. Le 21 juillet 1955 au 5<sup>e</sup> grade, 3<sup>e</sup> échelon (indice 325). Le 21 juillet 1957, au 5<sup>e</sup> grade, 4<sup>e</sup> échelon (indice 340). Titularisé dans des fonctions de substitut le 1<sup>er</sup> avril 1957.

## ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

### ARRÊTÉ n° 124 MEJS portant reconnaissance d'une école privée.

(Du 11 février 1958.)

Le Gouverneur hors classe de la France d'outre-mer, chef du Territoire de la Polynésie française, président du Conseil de gouvernement, Officier de la Légion d'Honneur,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement du territoire et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un Conseil de gouvernement et extension des attributions de l'Assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'arrêté du 20 août 1956 règlementant l'enseignement privé dans le territoire ;

Vu l'autorisation d'ouverture de l'école Ste Thérèse en date du 21 janvier 1957 ;

Vu l'avis du chef de service ;

Sur proposition du ministre de l'enseignement, de la jeunesse et des sports,

ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>.— A compter du 21 janvier 1958, l'école privée Ste Thérèse sise à Taunoa (Papeete) est reconnue conformément aux dispositions de l'arrêté susvisé.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 11 février 1958.

J. TOBY.

### ARRÊTÉ n° 125 MF/FC portant remboursement de droits et annulation de créance au titre de droits de douane et d'entrée.

(Du 13 février 1958)

Le Gouverneur hors classe de la France d'outre-mer, Chef du territoire de la Polynésie française, Président du Conseil de gouvernement, Officier de la Légion d'honneur,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement du territoire et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un Conseil de gouvernement et extension des attributions de l'Assemblée territoriale dans la Polynésie française et les textes pris en son application ;

Vu les lettres n° 1 et 5 en date des 7 et 8 janvier 1958 du chef du service des douanes ;

Sur la proposition du ministre des finances et du plan,

ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>.— Est autorisé le remboursement au profit de M. Jay d'une somme de : Dix-huit mille cinq cent quatre-vingt francs représentant des droits indûment perçus par le trésor savoir :

Droits d'entrée .....	6.580
Droits de douane .....	12.000

Art. 2.— Est annulée la liquidation de douane n° 1284 émise le 6 février 1957 contre les Etablissements Laborie pour : Deux mille cinq cent quarante francs au titre de droit d'entrée.

Art. 3.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 13 février 1958.

J. TOBY.

Par le président du Conseil de gouvernement :

Le vice-président du Conseil,

Pouyanaa a OOPA.

Le ministre des finances  
et du plan,

H. A. BODIN.

### ARRÊTÉ n° 126 MTP autorisant M. Bredin à installer une station de distribution de produits pétroliers à Pirae, en bordure de la route de ceinture au P.K. 2, côte Est.

(Du 13 février 1958.)

Le Gouverneur hors classe de la France d'outre-mer, Chef du territoire de la Polynésie française, Président du Conseil de gouvernement, Officier de la Légion d'honneur,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement du territoire et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un Conseil de gouvernement et extension des attributions de l'Assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu le décret du 10 mai 1882 sur les établissements dangereux et incommodés, à la Guadeloupe, rendu applicable dans la Polynésie française par décret du 21 juin 1887 ;

Vu la loi n° 56-619 du 23 juin 1956, autorisant le gouvernement à mettre en œuvre les réformes et à prendre les mesures propres à assurer l'évolution des territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer ;

Vu l'arrêté n° 1670 cab. du 13 décembre 1957, portant constitution du Conseil de gouvernement du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1678 a.p.a. du 17 décembre 1957, déterminant les attributions et fixant la répartition des services territoriaux entre les différents ministères du Conseil de gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 1679 a.p.a. du 17 décembre 1957, portant désignation des services publics territoriaux dont sont individuellement chargés les ministres élus par l'Assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1703 cab. portant délégation de signature aux ministres du Conseil de gouvernement de la Polynésie française ;

Vu la demande formulée par Monsieur Bredin en date du 6 mai 1957 et les résultats de l'enquête de commodo et incommodo ouverte du 3 juin au 2 juillet 1957 ;

Vu l'arrêté n° 1165 s.g. du 8 février 1932 réglementant les conditions d'installation des appareils distributeurs d'essence et leur fonctionnement dans l'étendue de la commune de Papeete ;

Vu le rapport de la commission de permis de construire du 11 décembre 1957 approuvé par le gouverneur du territoire ;

Vu l'avis émis par le comité d'hygiène ;

Sur la proposition du ministre des travaux publics, de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche ;

Le Conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 12 février 1958,

#### ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Monsieur Bredin est autorisé à installer une station de distribution et de vente en détail de produits pétroliers, à l'exclusion de tout atelier mécanique ou de réparations, sur sa propriété à Pirae en bordure de la route de ceinture au P.K. 2 sur la côte Est.

Art. 2. — Monsieur Bredin demeure, en ce qui concerne la demande de permis de construire du bâtiment qui abritera les appareils de distribution, soumis à la réglementation en vigueur concernant le permis éventuel de construire.

Art. 3. — Le ministre des travaux publics, de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche, est chargé de l'application du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 13 février 1958.

J. TOBY.

Par le président du Conseil de gouvernement :

*Le vice-président du Conseil,*  
Pouvanaa a OOPA.

**ARRÊTÉ n° 128 MF/FC déterminant les conditions de recouvrement des frais de halage et de location de la cale de halage du port de Papeete.**

(Du 13 février 1958.)

Le Gouverneur hors classe de la France d'outre-mer, Chef du territoire de la Polynésie française, Président du Conseil de gouvernement, Officier de la Légion d'honneur,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement du territoire et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un Conseil de gouvernement et extension des attributions de l'Assemblée territoriale dans la Polynésie française et les textes pris en application ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des territoires d'outre-mer ;

Vu les arrêtés 467 du 7 septembre 1929, 200 du 24 mars 1930, 1036 du 31 décembre 1932 modifié par les arrêtés 368 et 594 des 13 mars et 7 mai 1951 ;

Sur le rapport du ministre des finances et du plan ;

Le Conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 12 février 1958,

#### ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Les frais de halage et de location dûs par les usagers de la cale de halage du port de Papeete sont liquidés par le chef du service des travaux publics qui délivre aux redevables un bulletin détaillé de la créance et en adresse un double au trésorier-payeur.

Ces derniers, nantis de ce document, sont tenus d'en verser immédiatement le montant à la caisse du trésorier-payeur.

Art. 2. — Le comptable supérieur constate provisoirement à un compte d'attente les recouvrements effectués et les impute définitivement dans ses écritures, en fin de mois, au vu d'un ordre de recette émis par l'ordonnateur du budget territorial.

Cet ordre de recette sera appuyé de l'état récapitulatif des liquidations perçues au cours du mois, établi en double exemplaire et adressé au service des finances et de la comptabilité par le trésorier-payeur.

Art. 3. — En cas de retard dans le paiement des frais visés à l'article 1<sup>er</sup>, le bulletin adressé au trésorier-payeur sera visé, pour valoir titre exécutoire, par l'ordonnateur délégué du budget territorial et le recouvrement en sera poursuivi comme en matière de contributions directes, par le comptable supérieur du territoire.

Art. 4. — Le ministre des finances et du plan et le ministre des travaux publics, de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui annule toutes dispositions antérieures contraires et sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 13 février 1958.

J. TOBY.

Par le président du Conseil de gouvernement :

*Le vice-président du Conseil,*  
Pouvanaa a OOPA.

*Le ministre des finances et du plan,*  
H. A. BODIN.

*Le ministre des travaux publics,*  
*de l'agriculture, de l'élevage*  
*et de la pêche,*  
P. HUNTER.

**ARRÊTÉ n° 140 MSP/TR portant fixation de l'indice du coût de la vie et révision du salaire minimum interprofessionnel garanti.**

(Du 18 février 1958.)

Le Gouverneur hors classe de la France d'outre-mer, Chef du territoire de la Polynésie française, Président du Conseil de gouvernement, Officier de la Légion d'honneur,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement du territoire et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un Conseil de gouvernement et extension des attributions de l'Assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu la loi n° 52-1322 du 15 décembre 1952 instituant un code du travail dans les territoires et territoires associés relevant du ministère de la France d'outre-mer ;

Vu l'arrêté n° 747 i.t. du 22 mai 1953 instituant une commission consultative du travail dans les E.F.O. ;

Vu l'arrêté n° 1022 i.t. du 7 juillet 1954 définissant le salaire interprofessionnel garanti et les zones de salaires ;

Vu l'avis exprimé par la commission consultative du travail en sa séance du 14 février 1958 ;

Le Conseil de gouvernement en ayant délibéré en sa séance du 18 février 1958,

#### ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — L'indice du coût de la vie au 1<sup>er</sup> janvier 1958 est fixé à 130,68.

Art. 2. — Pour compter du 1<sup>er</sup> mars 1958, les salaires horaires minima interprofessionnels garantis sont fixés comme suit :

	Zone A	Zone B	Zone C	Zone D
Secteur général :	22,50	20,25	18 »	15,75
Secteur agricole :	19,45	17,50	15,60	13,65

Art. 3. — Le précept arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 18 février 1958.

J. TOBY.

Par le président du conseil de Gouvernement :

*Le vice-président du conseil,*

Pouvanaa a OOPA.

#### ARRÊTÉ n° 141 F/Co portant rectification d'un arrêté de dégrèvements.

(Du 18 février 1958).

Le Gouverneur hors classe de la France d'outre-mer, Chef du territoire de la Polynésie française, Président du Conseil de gouvernement, Officier de la Légion d'Honneur,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement du territoire et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un Conseil de gouvernement et extension des attributions de l'Assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu ensemble les arrêtés des 27 novembre et 17 mai 1951 ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies ;

Vu l'arrêté n° 1670 cab du 13 décembre 1957 portant constitution du Conseil de gouvernement du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1678 a.p.a. du 17 décembre 1957 déterminant les attributions et fixant la répartition des services territoriaux entre les différents ministères du conseil de gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 1679 a.p.a. du 17 décembre 1957, portant désignation des services publics territoriaux dont sont individuellement chargés les ministres élus par l'Assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 92 F/Co du 28 janvier 1958 ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 18 février 1958,

#### ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — L'arrêté n° 92 F/Co du 28 janvier 1958 susvi-

sé est rectifié ainsi qu'il suit, pour la répartition budgétaire des dégrèvements accordés :

#### Etat de dégrèvements n° 6

##### Dégrèvement d'office n° 6 :

au lieu de :	3.000.-	lire	2.000.-	(Patentes)
- do - :	150.-	lire	100.-	(Cent.C.C.)
- do - :	1.050.-	lire	700.-	(Cent.Ad.Comx.)
		lire	1.400.-	(S.A.R.)

##### Dégrèvement d'office n° 28 :

au lieu de :	15.500.-	lire	10.000.-	(Patentes)
- do - :	250.-	lire	500.-	(Cent. C.C.)
		lire	5.250.-	(S.A.R.)

##### Dossier individuel n° 25 :

au lieu de : 5.000.- (Cent. C.C.) lire 5.000.- (Cent. Ad. Comx)

##### Dossier individuel n° 23 :

au lieu de :	272.-	lire	193.-	(Cent. Ad. Comx)
		lire	79.-	(T.V.L.L.P.)

L'Etat de dégrèvement n° 6 est donc modifié ainsi qu'il suit :

au total des patentes	au lieu de :	62.101.-	lire :	55.601.-
- do - Cent. Ad. Ch. Cce :	- do - :	7.565.-	lire :	2.765.-
- do - Cent. Ad. Comx. :	- do - :	9.345.-	lire :	13.916.-
- do - T.V.L.L.P. :	- do - :	912.-	lire :	991.-
- do - S.A.R. :	- do - :	7.875.-	lire :	14.525.-

Le reste sans changement-

#### Etat de dégrèvements d'office N° 7

##### Dégrèvements n° 40 :

au lieu de : I.R.C.M. : 375.- I.M. : 8.- ; Pénalités : 500.-  
lire : I.R.C.M. : 375.- ; I.M. : 0.- ; Pénalités : 254., SAR. : 254.-

Le reste sans changement-

Art. 2. — Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 18 février 1958.

J. TOBY.

Par le Président du Conseil de gouvernement :

*Le vice-président du Conseil*

Pouvanaa a OOPA.

#### ARRÊTÉ n° 64 AAE rendant exécutoire une délibération de l'Assemblée territoriale de la Polynésie française.

(Du 20 février 1958.)

Le Gouverneur de la Polynésie française, Officier de la Légion d'Honneur,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement du territoire et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un Conseil de gouvernement et extension des attributions de l'Assemblée territoriale dans la Polynésie française, notamment en ses articles 14 et 52 ;

Vu la délibération n° 10/1958 du 4 février 1958 de l'Assemblée territoriale fixant le montant de l'indemnité mensuelle à allouer aux ministres, membres du Conseil de gouvernement,

## ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>.— Est rendue exécutoire la délibération n° 10/1958 du 4 février 1958 de l'Assemblée territoriale fixant le montant de l'indemnité mensuelle à allouer aux ministres, membres du Conseil de gouvernement.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 20 février 1958.

Pour le Gouverneur en tournée :

*L'administrateur de la F.O.M. chargé de l'expédition des affaires courantes du secrétariat général,*

J. BAUDOUIN

## DÉLIBÉRATION n° 10/1958

*fixant le montant de l'indemnité mensuelle à allouer aux ministres, membres du Conseil de gouvernement.*

(Du 4 février 1958.)

L'Assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu le décret n° 46-2379 du 25 octobre 1946 portant création d'une Assemblée représentative dans les Etablissements français de l'Océanie, modifié par les lois n°s 52-1175 et 57-836 des 21 octobre 1952 et 26 juillet 1957, relatives à la composition et à la formation de l'Assemblée territoriale ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un Conseil de gouvernement et extension des attributions de l'Assemblée territoriale dans les Etablissements français de l'Océanie, et notamment son article 14 ;

Vu l'arrêté n° 1605/APA de M. le chef de territoire, en date du 28 novembre 1957, fixant la date d'entrée en vigueur du décret n° 57-812 précité, au 10 décembre 1957 ;

Vu l'arrêté n° 1606/APA de M. le chef de territoire, en date du 28 novembre 1957, convoquant la première session de l'Assemblée territoriale issue de l'élection du 3 novembre 1957 ;

Vu la lettre n° 22/MI du 25 janvier 1958 de M. le gouverneur, chef de territoire, président du Conseil de gouvernement, relative à l'indemnité mensuelle à allouer aux ministres, membres du Conseil de gouvernement ;

Délibérant conformément aux textes précités ;

Dans sa séance du 4 février 1958,

## ADOpte :

Article 1<sup>er</sup>.— Les ministres, membres du Conseil de gouvernement, percevront une indemnité mensuelle correspondant à l'indice net 599 de l'échelle du barème local des soldes, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 1956.

Art. 2.— La présente délibération, qui prend effet pour compter du 12 décembre 1957, date de l'élection des membres du Conseil de gouvernement, est prise pour valoir ce que de droit.

*Le secrétaire,*  
R. COLOMBEL.

*Le président,*  
J.B.H. CERAN-JERUSALEM.

ARRÊTÉ n° 66 Do maintenant en vigueur, pour une nouvelle période de quarante cinq jours, les dispositions de l'arrêté n° 1525 d. du 13 novembre 1957 portant modification du tarif des douanes.

(Du 21 février 1958)

Le Gouverneur de la Polynésie française, Officier de la Légion d'Honneur,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement du territoire et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 46-2379 du 25 octobre 1946 portant création d'une assemblée représentative dans les E.F.O. modifié par la loi 52-1175 du 21 octobre 1952 relative à la composition et à la formation de l'Assemblée territoriale ;

Vu le décret 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un Conseil de gouvernement et extension des attributions de l'Assemblée territoriale dans les E.F.O. ;

Vu les dispositions de l'article 237 du décret du 21 novembre 1933 relative à la procédure de promulgation d'urgence ;

Vu les décrets 54-1020 du 14 octobre 1954 relatif au régime douanier des territoires d'outre-mer et 56-650 du 28 juin 1956 portant règlement d'administration publique pour l'application du décret 54-1020 précité ;

Vu la délibération n° 32 du 1<sup>er</sup> novembre 1957 de la commission permanente de l'Assemblée territoriale portant modification du tarif des droits de douanes ;

Vu le télégramme n° 50.139 AEP/PE/3 du 12 novembre 1957 du ministre de la France d'outre-mer ;

Vu l'arrêté n° 1525 d. du 13 novembre 1957 portant modification du tarif des droits de douane ;

Vu les circonstances exceptionnelles,

## ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>.— Sont maintenues en vigueur pour une nouvelle période de quarante cinq jours à compter du 15 janvier 1958 les dispositions de l'arrêté n° 1525 d. du 13 novembre 1957 portant modification du tarif des douanes.

Art. 2. — Le présent arrêté rendu immédiatement exécutoire sera enregistré, communiqué et publié suivant la procédure d'urgence.

Papeete, le 21 février 1958.

Pour le gouverneur en tournée :

*L'administrateur de la F.O.M. chargé de l'expédition des affaires courantes du secrétariat général,*

J. BAUDOUIN.

## EXTRAITS

## Pensions, nominations, mutations, congés, etc.

## PRÉSIDENCE DU CONSEIL

Par arrêté n° 53 JUS du 12 février 1958. — Sont constatées à compter du 13 octobre 1957, date du départ en congé administratif de M. Bonneau et pendant la durée de celui-ci :

1°) la suppléance de M. Bonneau, président du tribunal supérieur d'appel de Papeete, par M. Tinseau, président du tribunal de première instance de Papeete, magistrat du siège le plus élevé en grade dans le territoire ;

2°) la suppléance de M. Tinseau, président du tribunal de première instance de Papeete, par M. Lérat, vice-président dudit tribunal.

Par décision n° 61 PE du 15 février 1958. — Sont autorisés à se présenter au concours ouvert pour le recrutement de quatre préposés stagiaires du cadre secondaire de la douane qui aura lieu le 6 mars 1958 à 8 heures au collège Paul Gauguin :

MM. Lenoir René  
Cadousteau Ronald  
Lehartel Michel  
Doom Lionel, sous réserve aptitude physique

MM. Faarua Lionel  
Vivish Arthur  
Freedland Hogarth  
Alexandre Georges  
Dauphin Eugène

La composition de la commission de surveillance des épreuves est fixée comme suit :

MM. Brillant Denis, sous-brigadier de 3<sup>e</sup> classe  
Buillard Isidore, - do -

La composition de la commission de correction des épreuves est fixée comme suit :

MM. Toqué, chef du service de la douane  
Vincent, chef de bureau d'A.G.O.M., chef de la section : Commerce extérieur

Soubirou, professeur au collège Paul Gauguin  
M<sup>lle</sup> Salvadori, - do -

M. Iorss Martial, professeur de langue tahitienne

L'appel des candidats aura lieu à 7 heures 45 au collège Paul Gauguin.

\* \* \*

## VICE-PRÉSIDENTE DU CONSEIL

### MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DE L'INFORMATION

Par arrêté n° 129 MI du 13 février 1958. — M. Vahatetua (Aimé), agent journalier employé au service de santé, est intégré dans le cadre local temporaire des sous-agents pour compter du 26 mars 1952.

La carrière de M. Vahatetua (Aimé) est reconstituée comme suit :

Sous-agent de 9 <sup>e</sup> degré pour compter du 26 mars 1952	
» 8 <sup>e</sup> » » 1 <sup>er</sup> janvier 1955	
» 7 <sup>e</sup> » » 1 <sup>er</sup> janvier 1957	

Le présent arrêté n'aura d'effet financier que pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1957.

Par décision n° 131 VP/PEL du 14 février 1958. — Un congé spécial de maternité d'une durée totale de deux mois est accordé, à compter du 3 février 1958, à M<sup>me</sup> Vidal (Jeannine) institutrice principale de 5<sup>e</sup> classe du cadre supérieur de l'enseignement, en fonctions à l'école de Taravao.

L'intéressée notifiera au chef du territoire la date exacte de son accouchement au moyen d'un certificat médical délivré par le médecin ou la sage-femme de la maternité, accompagné de l'acte de naissance de l'enfant.

Par décision n° 132 VP/PEL du 14 février 1958. — M. Tamarui Vehinetupu dit Pierre, infirmier de 1<sup>re</sup> classe du cadre supérieur de la santé, titulaire d'un congé et des prolongations de congé de longue durée et reconnu apte par le conseil de santé à reprendre son service, est réintégré dans ses fonctions à compter du 12 février 1958.

Par décision n° 134 VP/PEL du 14 février 1958, portant nomination des membres du cabinet ministériel du ministre de la santé publique et des affaires sociales :

Est nommé chef de cabinet, le docteur Georges Thooris.  
Est nommée secrétaire de cabinet, M<sup>lle</sup> Marcelle Mounier.  
Est nommée planton, M<sup>lle</sup> Paulette Teamotuaitau.

Par décision n° 136 VP/PEL du 14 février 1958. — Sont titula-

risées institutrices de 8<sup>e</sup> classe du cadre supérieur de l'enseignement :

*Pour compter du 14 février 1958*

M<sup>lle</sup> Fuller Noéline, institutrice stagiaire de 8<sup>e</sup> classe.

*Pour compter du 1<sup>er</sup> mars 1958*

M<sup>lle</sup> Rere Djelma, institutrice stagiaire de 8<sup>e</sup> classe.

Par décision n° 137 VP/PEL du 14 février 1958. — M. Hauata Temoe est nommé planton du ministère de l'enseignement, de la jeunesse et des sports pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1958.

Par décision n° 142 VP/PEL du 21 février 1958. — M. Drollet (Jacques), instituteur en chef de 3<sup>e</sup> classe du cadre supérieur de l'enseignement, est placé, sur sa demande, dans la position de détachement de longue durée pour une période indéterminée, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1958, pour exercer une fonction publique élective.

Par décision n° 143 VP/PEL du 24 février 1958. — M<sup>me</sup> de Mostuejols (Suzanne), secrétaire d'administration de 4<sup>e</sup> classe du cadre supérieur des affaires administratives, précédemment en position de disponibilité sans solde, est reprise, sur sa demande, en activité de service pour compter du 17 février 1958.

M<sup>me</sup> de Mostuejols (Suzanne) est mise à la disposition du chef du secrétariat du conseil de gouvernement pour servir à la " section courrier ".

Par décision n° 144 VP/PEL du 24 février 1958. — M. Drollet (Jacques), conseiller à l'Assemblée territoriale, est nommé chef de cabinet du ministre de l'enseignement, de la jeunesse et des sports pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1958.

\* \* \*

### MINISTÈRE DES FINANCES ET DU PLAN

Par décision n° 138 MF/P du 18 février 1958. — M<sup>me</sup> Gale-non (Claire), secrétaire-gestionnaire du service de l'élevage et des industries animales, est désignée en qualité d'agent intermédiaire des recettes de ce service en remplacement de M<sup>me</sup> Pénelon (Arlette).

La passation de service aura lieu entre le régisseur sortant et le régisseur entrant dans les formes réglementaires en présence d'un fonctionnaire du service des finances, délégué du chef du territoire.

\* \* \*

### MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS

Par arrêté n° 56 MTP du 13 février 1958. — Est prononcée, pour une durée de deux mois, la suspension provisoire du permis de conduire n° 7801 délivré le 8 avril 1957 à M. Francis Pea.

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date effective du retrait du permis de conduire.

Par arrêté n° 130 MTP du 13 février 1958. — Est prononcée, pour une durée d'un mois, la suspension :

a) du permis de conduire n° 226 délivré le 19 janvier 1916 à M. Sage (Victor) ;

-b) du permis de conduire n° 7611 délivré le 19 décembre 1956 à M. Servonnat (François) ;

c) du permis de conduire métropolitain délivré à M. Guérin (André) ;



d) du permis de conduire n° 4015 délivré le 4 mars 1948 à M. Hiro Lévy.

Est prononcée, pour une durée de trois mois, la suspension : du permis de conduire n° 7258 délivré le 7 mars 1956 à M. Robert Mahuru Puairau.

Est prononcée, pour une durée de six mois, la suspension : du permis de conduire n° 5886 délivré le 19 février 1953 à M. Hamblin (William).

Est prononcée, pour une durée de neuf mois, la suspension : du permis de conduire n° 5225 délivré le 14 juin 1951 à M. Georges Tauraa Marmouyet.

Est prononcée, pour une durée de deux ans, la suspension : du permis de conduire n° 3483 délivré le 8 mars 1943 à M. Robson (Ernest).

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date effective du retrait des permis de conduire.

\* \* \*

### MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

Par décision n° 94 M/E du 8 février 1958. — Les bourses et demi-bourses précédemment accordées aux élèves dont les noms suivent sont supprimées :

#### A — Bourses

##### 1°) Collège Paul Gauguin

Parua Adélaïde à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1957  
Tepakuru Joséphine - do -

##### 2°) Ecole protestante de filles

Raivaru Irène à compter du 1<sup>er</sup> février 1958

#### B — Demi-bourses Collège Paul Gauguin

Clark Andréa à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1958  
Homai Taurihau - do -  
Hamblin Marie-Anne - do -  
Manu Pierre - do -

Des bourses et demi-bourses sont attribuées, à compter du 1<sup>er</sup> février 1958, aux élèves dont les noms suivent :

#### A — Bourses

##### 1°) Collège Paul Gauguin

Reid Marie Tuihani Jean-Claude

##### 2°) Ecole protestante de filles

Pahio Pati Pahio Teriitahi

#### B — Demi-bourses

##### Collège Paul Gauguin

Ravatua Vaitape

Par décision n° 109 M/E du 15 février 1958. — La bourse de catégorie B précédemment attribuée à M<sup>lle</sup> Bernast (Marianne) est supprimée à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1958.

Par décision n° 113 M/E du 19 février 1958. — Une bourse de 109.000 Fr est attribuée à chacun des maîtres ci-dessous :

M<sup>lle</sup> Denise Salvanayagum, institutrice à l'école des Sœurs de Saint Joseph de Cluny à Papeete ;

M. Emile Otcenasek, instituteur à l'école des Frères de Ploërmel à Papeete,

pour effectuer un stage de perfectionnement à l'Institut Pédagogique des Facultés Catholiques de Lyon.

La dépense est imputable au budget local, exercice 1958, chapitre 69, article 5.

### AVIS OFFICIELS

Tableau officiel des indices généraux de variation du coût de la vie  
au 1<sup>er</sup> janvier 1958.

	50 % ALIMENTATION	15 % HABILLEMENT ET FRAIS GÉNÉRAUX	10 % ENTRETIEN ET FRAIS DIVERS	15 % LOYER	10 % ÉPARGNE	INDICE GÉNÉRAL DE VARIATION
1 <sup>er</sup> avril 1948.....	100	100	100	100	100	100
1 <sup>er</sup> janvier 1958 - Indice partiel....	150,39	94,34	163,37			
Indice partiel pondéré.....	75,20	14,15	16,33	15	10	130,68

### CALENDRIER des ventes de vanille verte par district

#### ILES TAHITI ET MOOREA

Année 1958

Mars

#### MOOREA

Mardi 4 Papetoai 8 h  
Mercredi 5 Paopao 8 h

Jeudi 6 Vaiare 8 h  
Afareaitu 14 h  
Vendredi 7 Haapiti 8 h

#### TAHITI

Mardi 11 Papara 8 h  
Paea 14 h  
Mercredi 12 Mataiea 8 h  
Papeari 14 h  
Jeudi 13 Afaahiti 8 h  
Pueu 14 h

Vendredi	14	Tautira	8 h
Lundi	17	Arue	14 h
		Pirae	16 h
Mardi	18	Mahaena	8 h
		Hitiaa	10 h
		Faaone	14 h
Mercredi	19	Mahina	8 h
		Papenoo	9 h
Jeudi	20	Tiarei	8 h
Vendredi	21	Toahotu	8 h
		Vairao	9 h
		Teahupoo	14 h

## MOOREA

Mardi	25	Papetoai	8 h
Mercredi	26	Paopao	8 h
Jeudi	27	Vaiare	8 h
		Afareaitu	14 h
Vendredi	28	Haapiti	8 h

Avril

## TAHITI

Mercredi	2	Papara	8 h
		Paea	14 h
Jeudi	3	Mataiea	8 h
		Papeari	15 h
Vendredi	4	Afaahiti	8 h
		Pueu	14 h
Samedi	5	Tautira	8 h
Mardi	8	Arue	14 h
		Pirae	16 h
Mercredi	9	Mahaena	8 h
		Hitiaa	10 h
		Faaone	14 h
Jeudi	10	Mahina	8 h
		Papenoo	9 h
Vendredi	11	Tiarei	8 h
Samedi	12	Toahotu	8 h
		Vairao	9 h
		Teahupoo	14 h

## MOOREA

Mardi	15	Papetoai	8 h
Mercredi	16	Paopao	8 h
Jeudi	17	Vaiare	8 h
		Afareaitu	14 h
Vendredi	18	Haapiti	8 h

## TAHITI

Mardi	22	Papara	8 h
		Paea	14 h
Mercredi	23	Afaahiti	8 h
		Pueu	14 h
Lundi	28	Mataiea	8 h
		Papeari	14 h
		Tautira	8 h
Mardi	29	Arue	14 h
		Pirae	16 h

(A suivre)

## PARTIE NON OFFICIELLE

## ANNONCES JUDICIAIRES

## GREFFE DES TRIBUNAUX DE PAPEETE

## Registre du commerce

## Suivant déclarations :

N° 40 du 8/2/58, GRAFFE Gaston, a été inscrit au R.A. sous le n° 1101. Patente : entrepreneur de transport et tourisme. Domicile : Papeete.

N° 41 du 11/2/58, TEMATATARU Raiho, a été inscrit au R.A. sous le n° 1102. Patente de marchand ambulant. Stationnement : Quai Bir Hakeim (Papeete).

N° 42 du 11/2/58, CHAVE John Brauscombe, a été inscrit au R.A. sous le n° 1103. Patente de loueur de moyens de transport (voiture tourisme n° 943 A). Domicile : Papeete, Av. Bruat.

N° 43 du 11/2/58, PANSL William Nuuhiva, a été inscrit au R.A. sous le n° 1104. Patente de voiturier (taxi n° 2 A, n° 782 A, et 661 A). Domicile : Arue PK 6.

N° 44 du 12/2/58, adjonction de la patente de couturière a été faite au n° 978 R.A. concernant POTHIER Juliette commerçante à Arue.

N° 45 du 13/2/58, adjonction de la patente de Loueur de moyens de transport (voiture tourisme n° 224 A) a été faite au N° 794 R.A. concernant HOPUARE Raymond dit Hérault, commerçant.

N° 46 du 14/2/58, Dame CERAN-JERUSALEM a été inscrite au R.A. sous le n° 1105. Patentes : exploitant de restaurant, — logeuse. Etablissement sis quartier Paofai, Papeete.

N° 47 du 14/2/58, TEFANA Ladis a été inscrit au R.A. sous le n° 1106. Patentes : mécanicien, — transporteur par canot automobile, — loueur de moyens de transport (voiture tourisme). Atelier sis Rue des remparts (Papeete).

N° 48 du 14/2/58, TERAIEFA Sing, dite Marcelle, a été inscrite au R.A. sous le N° 1107. Patente de voiturier utilitaire (taxi n° 956 A). Stationnement : Place du marché, Papeete.

N° 49 du 15/2/58, GABRAL Ioane, a été inscrit au R.A. sous le n° 1108. Patentes : acheteur de coprah, — marchand forain. Domicile : Papeete, quartier Fariipiti.

N° 50 du 15/2/58, REY Lérie, Jules, a été inscrit au R.A. sous le n° 1109. Patente : transport pour les voyageurs à la demande ou exceptionnels (taxi n° 405 A). Domicile : Papeete.

N° 51 du 17/2/58, dame OOPA Fai, a été inscrite au R.A. sous le n° 1110. Patente de voiturier. Stationnement : place du marché, Papeete.

N° 52 du 17/2/58, HOPU Opura, a été inscrit au R.A. sous le n° 1111. Patentes : commerçant détaillant, — licence de 2e

classe, — couturière, — produits locaux, — pâtisserie, — transport de voyageurs à la demande ou exceptionnels. Etablissement sis à Punaauia.

N° 53 du 17/2/58, Shiou Pou Ying, a été inscrit au R.A. sous le N° 1112. Patente : fabricant de curios (dessins sur tissus). Etablissement : « Marquises Arts » sis à Hamuta, Pirae.

N° 54 du 18/2/58, modification a été apportée aux statuts de la Banque de l'Indochine par suite de l'augmentation du Capital qui passe à 4.280.000.000 de francs divisé en 856.000 actions de 5.000 francs chacune. Articles 5 et 6 modifiés. R.A. n° 64.

N° 55 du 20/2/58, modification a été apportée au N° 51/RA concernant la SARL « Comptoir Franco-Tahitien ». Modification de l'article 5 des statuts après cession de parts.

N° 56 du 20/2/58, modification a été apportée au n° 244/RA concernant la SARL « Société MANUIA et Cie », suite à Assemblée générale extraordinaire du 3/2/58. Articles 12 et 13 modifiés (gérance).

N° 57 du 20/2/58, modification a été apportée au n° 51/RA concernant la SARL « Comptoir Franco-Tahitien », suite à assemblée générale extraordinaire du 28/12/57. Articles 8 et 14 des statuts (gérance et administration).

N° 58 du 21/2/58, CHAN LYN Ah Kim c.i. n° 7237, a été inscrit au R.A. sous le N° 1113. Patentes : commerçant détaillant, — acheteur de café, — boulanger, — pâtissier, — produits locaux, — boissons hygiéniques, — acheteur de coprah. Etablissement « Chez ARENI », à Tubuai.

N° 59 du 21/2/58, la Société Anonyme « RESEAU AERIEN INTERINSULAIRE » au capital de 2 millions de francs pacifiques, a été inscrite au R.A. sous le N° 1114. Objet : transports aériens et subsidiairement ; transports maritimes et terrestres. Siège social : Quai Bir Hakeim (Papeete). Administration : ADUZE-FARIS Gustave, — CAROUR Roger, — BERNARD Paul.

Pour extrait conforme :  
Le Greffier,  
G. REID.

Etude de M<sup>e</sup> H. HOPPENSTEDT, avocat-défenseur  
à Papeete.

(Assistance Judiciaire décision du 6/7/53)

D'un jugement contradictoirement rendu par le Tribunal Civil de Première Instance de Papeete, le huit Février mil neuf cent cinquante sept, enregistré et signifié

Entre Madame Aimoevahine a Maoni, demeurant au district de Hitiiaa, *nantie de l'assistance judiciaire par décision du 6 Juillet 1953* et ayant M<sup>e</sup> HOPPENSTEDT pour Avocat-Défenseur

Et Monsieur Ioane a Maruae, demeurant à l'île Rimatara, Il appert que le divorce a été prononcé d'entre les époux MAONI-MARUAE aux torts et griefs réciproques.

Pour extrait :  
H. HOPPENSTEDT.

Etude de M<sup>e</sup> H. HOPPENSTEDT, Avocat-Défenseur  
à Papeete.

A la requête de :

Monsieur Lo Yi Yock n° 3404 dit Toofa, cultivateur, demeurant à Faaa.

Ayant M<sup>e</sup> HOPPENSTEDT pour Avocat-défenseur.

Le Tribunal de Première Instance de Papeete a rendu le 27 Décembre 1957, un jugement dont le dispositif est ainsi conçu :

« Vu les articles 343 et suivants du code civil ; Dit qu'il y a lieu à adoption ; Homologue en conséquence l'acte reçu le 3 Juillet 1957 par M<sup>e</sup> Lejeune, notaire à Papeete aux termes duquel Lo Yi Yock n° 3404 dit Toofa a adopté Ah Yin Tsiong Tsing né le 23 Juillet 1955 à Faaa (Tahiti) de Youon Tsoi Tsiong Tsing et de Youne Thai Wong Fa ; Dit que dorénavant Ah Yin Tsiong Tsing portera le nom de LO YI YOCK ; Dit que l'adopté cessera d'appartenir à sa famille naturelle sous réserve des prohibitions légales au mariage ; Ordonne la publication du présent jugement conformément à la loi et sa transcription sur les registres de l'annuaire courante de l'état civil de Faaa (Tahiti) et mention en marge de l'acte de naissance de l'adopté tant sur le registre conservé à l'état civil de Faaa que sur les triples déposés au greffe du tribunal de céans et aux archives de la France d'outre-mer à Paris ; Fait défense à tous dépositaires de délivrer aucune expédition ou extrait dudit acte sans transcrire littéralement la mention ordonnée à peine de dommages-intérêts et de dépens.

R. E. BAMBRIDGE.

Secrétaire de M<sup>e</sup> H. HOPPENSTEDT.

Etude de Me HOPPENSTEDT, Avocat-défenseur  
à Papeete

### VENTE sur saisie immobilière

Au plus offrant et dernier enchérisseur en l'audience des saisies immobilières du Tribunal Civil de Première Instance de Papeete, séant au Palais de Justice, à Papeete, en UN LOT, des immeubles ci-après désignés :

L'ADJUDICATION AURA LIEU LE  
VENDREDI 9 MAI 1958 A HUIT HEURES TRENTE  
LOT UNIQUE

1°) un terrain sis à Papeete, quartier de Paofai, à l'angle de la rue Vénus et de la rue des Poilus Tahitiens, d'une superficie de Deux cent trente trois mètres carrés.

2°) les constructions y édifiées.

Ces immeubles ont été saisis à la requête de :

1°) Mademoiselle WONG CHI c.i. n° 5859, sans profession, demeurant au district de Papeari

2°) Monsieur Tuaea Ruahe, demeurant à Papeete, agissant en sa qualité de tuteur naturel et légal de Mademoiselle Minhahe, Christine, Ruahe

Les sus-nommés agissant en leur qualité d'héritiers de Monsieur Lo Long c.i. n° 3433, en son vivant cultivateur, demeurant au district de Papeari.

Pour lesquels domicile est élu à Papeete, rue Bréa, en l'étude de Me HOPPENSTEDT, Avocat-défenseur.

Sur : 1<sup>o</sup>) Monsieur Alvis Georges Amaru Teupohunarii JOHNSTON, boucher, pris tant en son nom personnel que pour la validité de la procédure à l'égard de son épouse ci-après nommée avec laquelle il demeure actuellement chez Mme LECCAS, 2<sup>ème</sup> Vallée du Tir, à Nouméa — Nouvelle-Calédonie,

2<sup>o</sup>) Madame Violette Emilie Tetuataamataoiva Kepakuakini Napiharii LAGARDE, épouse Alvis Georges JOHNSTON, sus-nommé.

Selon exploit de Me ASSAUD Pierre, huissier audienier près les Tribunaux de la Polynésie Française, demeurant à Papeete, du Vingt sept août mil neuf cent cinquante sept, enregistré et transcrit après dénonciation aux parties saisies au Bureau des Hypothèques de Papeete, le 12 Septembre 1957, Vol. 12 N° 34.

La présente vente représentant le transfert immobilier n° 62 J/EDC a été autorisée par décision du 27 Novembre 1957 de Monsieur le Chef du Territoire, enregistrée en son Cabinet sous le n° 1601/DOM.

#### MISE A PRIX

Outre les charges, clauses et conditions insérées au Cahier des charges déposé au Greffe des Tribunaux, conformément à la loi, les enchères seront reçues sur la mise à prix suivante fixée par les créanciers poursuivants :

LOT UNIQUE : Un terrain sis à Papeete, quartier de Paofai à l'angle de la rue Vénus et de la rue des Poilus Tahitiens et les constructions y édifiées :

DEUX CENT VINGT CINQ MILLE FRANCS, ci 225.000

Il est déclaré, conformément aux dispositions de l'article 696 du Code de Procédure Civile que tous ceux du chef desquels il pourrait être pris inscription pour raison d'hypothèque légale sur les immeubles saisis, devront requérir cette inscription avant la transcription du jugement d'adjudication.

Fait et rédigé par le défenseur poursuivant soussigné à Papeete, le 20 Février 1958.

R. E. BAMBRIDGE

Secrétaire de Me HOPPENSTEDT.

Etude de M<sup>e</sup> R. GUILPAIN, Défenseur à Papeete.

#### ASSISTANCE JUDICIAIRE

(Décision du 27 mai 1957)

Par jugement rendu contradictoirement le onze octobre mil neuf cent cinquante-sept, enregistré et signifié.

#### ENTRE :

La Dame Tekura Teuira a TIHO, demeurant à Papeete, quartier de Mamao, nantie de l'assistance judiciaire, ayant M<sup>e</sup> R. GUILPAIN pour Défenseur.

#### D'UNE PART.

Et le sieur Etienne Wan Loong AKUI, Employé, demeurant à Papeete, quartier Fariipiti, Rue du Commandant Ches-sé.

#### D'AUTRE PART.

Il appert que le divorce a été prononcé entre les époux AKUI-TIHO aux torts du mari.

Pour extrait :

R. GUILPAIN.

Etude de M<sup>e</sup> H. HOPPENSTEDT, Avocat-Défenseur, à Papeete.

D'un jugement contradictoirement rendu par le Tribunal Civil de Première Instance de Papeete, le vingt et un Juillet mil neuf cent cinquante six, enregistré et signifié.

Entre Monsieur Tutea TATARATA, militaire de carrière, demeurant à Papeete et ayant M<sup>e</sup> HOPPENSTEDT pour Avocat-défenseur.

Et Madame Adeline Absen de FREITAS, demeurant à Papeete.

Il appert que le divorce a été prononcé d'entre les époux TATARATA-de FREITAS, aux torts et griefs de l'épouse.

Pour extrait :

R. E. BAMBRIDGE.

Secrétaire de M<sup>e</sup> HOPPENSTEDT.

Etude de M<sup>e</sup> LEJEUNE, notaire à Papeete.

Suivant acte reçu par M<sup>e</sup> LEJEUNE, notaire à Papeete, le 20 Février 1958 il a été constitué sous la dénomination sociale de PHOTO-TAHITI, une société à responsabilité limitée au capital de 100.000 francs ayant son siège à Papeete, 12 rue Jeanne d'Arc, et pour objet le commerce sous toutes ses formes de la photographie, la cinématographie, l'optique, la radiophonie et la phonographie.

La durée de la société a été fixée à cinquante années à compter du 26 Février 1958.

Les associés n'ont effectué que des apports en numéraire.

La société est gérée par Monsieur Roland Philippe Jean-Marie COLONNA-CECCALDI, industriel, demeurant à Paris (16<sup>e</sup>), rue du Frénoy n° 5, et par Monsieur Marc Edouard Alain LABAYSSE, employé de commerce demeurant à Papeete, quai Bir-Hakeim, tous deux de nationalité française qui, avec faculté d'agir ensemble ou séparément, jouissent vis-à-vis des tiers des pouvoirs les plus étendus pour représenter la société et accomplir tous actes relatifs à son objet.

Sur le solde des bénéfices après dotation de la réserve légale, les associés peuvent prélever toutes sommes en vue de la constitution de fonds de réserves généraux ou spéciaux dont ils déterminent l'affectation.

Deux expéditions dudit acte ont été déposées au greffe des tribunaux de Papeete le 26 Février 1958.

Pour extrait et mention :

M. LEJEUNE.

Notaire.

Etude de M<sup>e</sup> LEJEUNE, notaire à Papeete.

#### FIN DE BAIL DE GÉRANCE LIBRE

Aux termes d'un acte reçu par M<sup>e</sup> Lejeune, notaire à Papeete, le 10 février 1958, il a été constaté la résiliation à compter du 31 janvier 1958 du bail de gérance libre consenti par la Société Hotelière de Tahiti société anonyme au capital de 200.000 francs dont le siège est à Papeete, rue Colette, inscrite au registre du commerce de Papeete sous le n° 21 du registre analytique, à la société à responsabilité limitée " Les

"Tropiques", au capital de 3.000.000 de francs dont le siège est à Faaa, inscrite au registre du Commerce de Papeete sous le n° 363 du registre analytique, suivant acte reçu par ledit M<sup>e</sup> Lejeune le 9 juillet 1953, concernant l'exploitation de l'hôtel bar restaurant dancing sis à Faaa, lieu dit "Les TROPIQUES".

En conséquence, la Société Hotélière de Tahiti a repris à compter du 1<sup>er</sup> février 1958 l'exploitation directe de l'établissement commercial ci-dessus désigné.

Pour extrait et mention :

M. LEJEUNE.

Notaire.

Etude de M<sup>e</sup> LEJEUNE, notaire à Papeete.

I - Aux termes d'un acte reçu par M<sup>e</sup> Lejeune, notaire à Papeete, le 10 Février 1958, les membres de la société à responsabilité limitée Les Tropiques au capital de 3.000.000 de francs dont le siège est à Faaa, lieu dit "Les Tropiques", inscrite au registre du Commerce de Papeete sous le n° 363 du registre analytique, ont déclaré ladite société dissoute par anticipation.

Ils ont désigné comme liquidateur Monsieur André JUVENTIN, directeur commercial, demeurant à Papeete, quartier de Tipaerui, à qui ils ont conféré les pouvoirs les plus étendus suivant la loi et les usages du commerce pour mettre fin aux opérations en cours, réaliser l'actif, payer le passif et répartir le solde en espèces entre les associés en proportion de leurs droits.

Le siège de la liquidation a été fixé à Papeete, 306 rue du Général de Gaulle, en l'étude de M<sup>e</sup> Lejeune, notaire sus-nommé.

II - Suivant acte reçu par ledit M<sup>e</sup> Lejeune le 22 Février 1958, les membres de la société dont s'agit ont approuvé les opérations de liquidation et les comptes qui en résultent.

Ils ont prononcé en conséquence la clôture de la liquidation et constaté que la personnalité morale de la société, ayant survécu pour les besoins de la liquidation, avait cessé d'exister à compter du 22 Février 1958.

Deux expéditions de l'acte du 10 Février 1958 et deux expéditions de l'acte du 22 Février 1958 ont été déposées au greffe des tribunaux de Papeete le 26 Février 1958.

Pour extrait et mention :

M. LEJEUNE,

Notaire,

Etude de M<sup>e</sup> LEJEUNE, Notaire à Papeete.

Au cours de leur assemblée générale ordinaire et extraordinaire du 11 Février 1958, dont le procès-verbal a été enregistré à Papeete le 24 Février 1958, volume 53 folio 24 n° 233, les actionnaires de la SOCIÉTÉ HOTELIÈRE DE TAHITI, société anonyme au capital de 200.000 francs divisé en 200 actions de 1.000 francs chacune, ayant son siège à Papeete, rue Colette, inscrite au registre du Commerce de Papeete, sous le n° 21 du registre analytique, ont décidé :

1° - D'augmenter le capital social de 17.800.000 francs pour le porter à 18.000.000 de francs, par capitalisation directe de :

a) - La réserve légale pour	30.000
b) - La réserve de réévaluation pour	12.151.013
c) - Les comptes courants de divers actionnaires pour	5.618.987
Total :	17.800.000

2° - D'étendre l'objet social, en y incluant la création et l'exploitation de tous magasins de commerce, agences de voyage, entreprises de transports routiers, aériens et maritimes, s'adressant à la clientèle touristique.

3° - De transférer le siège social à Papeete, 306 rue du Général de Gaulle.

4° - Et de restreindre les pouvoirs de l'administrateur, en ce sens qu'il ne pourra désormais, à moins d'y avoir été spécialement autorisé par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires, acheter et vendre tous biens immobiliers et fonds de commerce, les hypothéquer ou nantir.

Deux copies certifiées conformes dudit procès-verbal ont été déposées au greffe des tribunaux de Papeete le 26 février 1958.

Pour extrait et mention :

M. LEJEUNE,

Notaire.

Etude de M<sup>e</sup> R. COCHIN, Avocat Défenseur à Papeete

Adjudication sur licitation du LOT DE VILLE N° 54  
sis au district de Tautira (Ile Tahiti)

### A VENDRE

à l'audience des criées du Tribunal Civil de Papeete  
devant Monsieur le Président dudit Tribunal

LE VENDREDI 28 MARS 1958

à 9 heures du matin

En exécution d'un jugement rendu entre les parties à la date du 3 Mai 1957,

Il sera aux requête, poursuites et diligence de :

1° — M. Punua PUNUAAITUA (fils), cultivateur, demeurant à Tautira

2° — Mme Teiho a TEAMA Veuve de M. Punua PUNUAAITUA, demeurant à Tautira, agissant tant en son nom personnel qu'au nom et comme tutrice légale de son fils mineur Vahine-tau PUNUAAITUA,

Ayant Me R. COCHIN pour avocat défenseur à Papeete

En présence de :

M. Teurarii a POROI, demeurant à Tautira

Collicitant

Procédé à l'audience des criées dudit Tribunal au Palais de Justice de la dite ville, le Vendredi 28 Mars 1958 à 9 heures du matin, à l'adjudication par la licitation aux enchères publiques de l'immeuble dont la désignation suit :

### DESIGNATION

Le Lot de Ville N° 54 sis au district de Tautira, Tahiti, a une superficie de 850 m2 et mesure 20 mètres par 42 m. 50, ainsi qu'il résulte du rapport de l'expert DOUCET. Une vieille maison en bois s'y trouve édiflée.

Le cahier des charges pour parvenir à cette vente a été déposé au Greffe dudit Tribunal le 11 février 1958.

**MISE A PRIX**

Outre les charges, clauses et conditions énoncées au cahier des charges, les enchères seront reçues sur la mise à prix de :

**LOT UNIQUE : VINGT MILLE FRANCS, ci. . . 20.000 frs**

Fait et rédigé par Me R. COCHIN, avocat défenseur poursuivant à Papeete, le 24 février 1958.

**R. COCHIN.**

Etude de Me R. COCHIN, Avocat Défenseur à Papeete

**ADJUDICATION SUR LICITATION****A VENDRE**

A l'audience des criées du Tribunal Civil de Papeete devant Monsieur le Président dudit Tribunal

**LE VENDREDI 18 AVRIL 1958**

à 9 heures du matin

En exécution d'un jugement rendu entre les parties à la date du 6 septembre 1957,

Il sera, aux requêtes, poursuites et diligence de :

- 1) Mme Marie-Madeleine LEHARTEL épouse ROTA
- 2) M. Eugène ROTA dit DUCROT, son époux, qui l'assiste et l'autorise, demeurant ensemble à Uturoa, Raiatea
- 3) Mme Nicole SIMON, employée de bureau, épouse de M. Morton GARBUTT
- 4) M. Morton Roland GARBUTT, employé de commerce, son époux, qui l'assiste et l'autorise, demeurant ensemble à Pirae
- 5) Mme Simone SIMON, sans profession, demeurant à Papeete
- 6) Melle Tahanui Mahinateata Mautara VARRAS dite Pauline, demeurant à Papeete, rue Dumont d'Urville, agissant aux noms et en qualité de tutrice légale de ses enfants mineurs, savoir :
  - a) Michèle Danièle Titae SIMON, née à Papeete le 4 juillet 1952
  - b) Ronald Jacques Rudolph T. SIMON, né à Papeete le 18 novembre 1953

Ayant tous Me R. COCHIN pour avocat défenseur,

En présence de :

M. Hippolyte LEHARTEL, cultivateur, demeurant à Papeete, pris en sa qualité de subrogé-tuteur des mineurs Michèle Danièle Titae SIMON et Ronald Jacques R. T. SIMON, sus-nommés,

Collicitant.

Procédé à l'audience des criées dudit Tribunal au Palais de Justice de ladite ville, le Vendredi 18 avril 1958 à 9 heures du matin, à l'adjudication par la licitation aux enchères publiques des immeubles dont la désignation suit :

**DESIGNATION**

**1er Lot**, situé dans la Commune d'Uturoa, île Raiatea, formé d'un ensemble du Lot de Ville N° 68, d'une partie du Lot de Ville N° 56 et d'une partie de la terre FAREMATIE, ensemble qui totalise une superficie de 35 a. 35 ca. et borné :

- au Nord : par la route de ceinture, sur 24 mètres ;
- au Sud : par la terre FAREMATIE (partie) sur 66 m. ;
- à l'Est : par le lot de ville N° 58, sur 55 m. 80 et 40 m. 10 (en coude) et une autre terre FAREMATIE sur 36 m. ;

à l'Ouest : par un chemin de servitude de 4 m. de large, et le surplus du lot de ville N° 56, sur une distance de 85 m.

Sur ce lot se trouve édifée une maison d'habitation mesurant approximativement 11 m. sur 12 m., en bois bouveté, couverte en tôles, composée de deux chambres à coucher, d'un salon-salle à manger en forme d'équerre, d'une cuisine, d'une pièce de débarras et d'un cabinet de toilette avec W.C.-douches.

**2ème Lot**, également situé dans la Commune d'Uturoa, île Raiatea (joignant au Nord le 1er Lot), formé d'une partie du lot de ville N° 56 et d'une partie de la terre FAREMATIE, totalisant une superficie de 10 ha. 25 a. 65 ca. et borné :

au Nord : par le 1er lot ci-dessus décrit sur 66 m., une partie du lot de ville N° 56 et un chemin de servitude sur 85 m., la route de ceinture sur 4 m., partie du lot de ville N° 56 sur 40 m., partie du même lot de ville N° 56 propriété Temurirai a Tehaai et lot de ville de Mme Banister sur 58 m. 50, lot de ville N° 75 sur 33 m. 10, 16 m. 50, 36 m. 10, 11 m. 60, en ligne brisée, lot de ville de la population de Tevaitoa et Tumaraa sur 26 m. et lot de ville N° 49 sur 38 m. 80 ;

au Sud : par le Domaine Hart sur 220 et 35 m. 50 ;

à l'Est : par une autre terre Farematie, sur 57 m. 90, 75 m. 40, 108 m. et 117 m. 90 ;

à l'Ouest : par le lot de ville N° 16 sur 15 m. 50 et le Domaine Neuffer, sur 31 m. 20, 26 m. 70, 33 m., 28 m. 60, 42 m. 50, 36 m. 50, 35 m., 54 m. et 223 m.

**3ème Lot**, îlot TAPUNUI dit aussi TEAVAPITI, situé à un kilomètre du rivage et rattaché au district de Avera, île Raiatea. Cet îlot adopte une forme arrondie. Il a une superficie de 6 ha. 41 a. 5 ca. et est entouré par la mer sur une distance de 823 m.

**4ème Lot**, Terre PAHOA 2, située au district de Iripau, île Tahaa. Elle a une superficie de 2 ha. 71 a. 40 ca. et est limitée comme suit :

au Nord, par la mer sur 232 m. ;

au Sud, par la terre OOHOI sur 55 m. 50 ;

à l'Est, par la terre PAHOA 1 sur 39 m., 154 m. 50 et 23 m. ;

à l'Ouest, par la terre FAREROI sur 45 m. 50 et 27 m. 50, la terre RUHERUHE sur 55 m. 30, 26 m. 50, 87 m. 50, 29 m., 56 m. et 18 m. ;

**5ème Lot**, Terre FAREVI (droits des 3/5è)

La terre FAREVI d'une superficie de 17 ha. 94 a. 20 ca. est située au district de Iripau, île Tahaa, à un kilomètre de la mer. Elle forme le flanc Est d'une petite vallée, et est bornée comme suit :

au Nord, par la terre TEREVA sur 97 m., 25 m. 50 et 72 m. ;

au Sud, par une crête de montagne la séparant de la terre MATAHIO 3 sur 310 m. ;

à l'Est, par une partie litigieuse revendiquée par FAREVI d'une part et par TEREVA d'autre part, sur une distance de 65 m., 70 m. 50 et 169 m. ;

Une crête de montagne la séparant de TEPARAPARA (en pointe), VAITIARE sur 25 m. 50, AHUTU sur 106 m., TETE sur 73 m., FANAHOE sur 235 m., MARUMARUTUA (en pointe) et MATAHIO I sur 191 m. ;

à l'Ouest, par la terre TEREVA sur 130 m. et 897 m. (cours d'eau) ;

**6ème Lot**, Terre PUUTARA dite aussi TETAEEAE.

Cette terre est située au district de Teavaro (Maharepa), île Moorea. Elle a une superficie de 1 ha. 23 a. 20 ca. et est bornée :

au Nord, par la mer sur 49 m. 50 ;

au Sud, par la terre TEIRIIRI sur 74 m. ;

à l'Est, par la terre TEONEAIAI sur 46 m. et 56 m.; par la terre TETAEAE 5 sur 70 m., par la terre AMATO I sur 23 m.;

à l'Ouest, par la terre TETAEAE 6 sur 86 m., les terres AMUTIAVAI-VAIAMI sur 83 m. et 68 m.

Le cahier des charges pour parvenir à cette vente a été déposé au Greffe des Tribunaux de Papeete le 11 février 1958.

### MISE A PRIX

Outre les charges, clauses et conditions énoncées au cahier des charges, les enchères seront reçues sur les mises à prix de :

1er LOT : Deux cent cinquante mille francs .	250.000 frs
2è LOT : Deux cent mille francs . . . . .	200.000 frs
3è LOT : Quatre-vingt dix mille francs . . . .	90.000 frs
4è LOT : Trente mille francs . . . . .	30.000 frs
5è LOT : Quatre vingt mille francs . . . . .	80.000 frs
6è LOT : Soixante mille francs . . . . .	60.000 frs

Fait et rédigé par Me R. COCHIN, avocat défenseur pour-suivant à Papeete, le 20 février 1958.

R. COCHIN.

### OFFICE DE GESTION ET DE COMPTABILITÉ Papeete.

**Société MANUIA & Cie**  
S.A.R.L. au Capital de 300.000 Frs  
Papeete

### MODIFICATIONS AUX STATUTS

Suivant délibérations de l'assemblée générale extraordinaire du 3 Février 1958, les associés de la S.A.R.L. Société MANUIA ont adopté à l'unanimité les modifications suivantes aux statuts :

#### Article 12.— Nomination et pouvoirs des gérants.

La Société est administrée par un ou plusieurs gérants choisis parmi les associés et ayant les pouvoirs les plus étendus à cet effet.

#### Article 13. — Durée des fonctions des gérants.

Les fonctions de gérants sont de durée non limitée.

Les associés ont en outre ratifié purement et simplement toutes les opérations traitées par Madame J. WINKELSTROETER, gérante de la Société, durant la période du 28 Décembre 1956 au 3 Février 1958.

Enregistré à Papeete le 12 janvier 1958 Vol. 53, F° 20, N° 203.

Déposé au Greffe du Tribunal de commerce le 19 janvier 1958.

Pour extrait conforme :

La gérante,

J. WINKELSTROETER.

## ANNONCES DIVERSES

### BANQUE DE L'INDOCHINE

SUCCURSALE DE PAPEETE

SITUATION au 31 janvier 1958 de la Succursale de la Banque de l'Indochine à Papeete.

#### ACTIF

#### PASSIF

Avoirs extérieurs	572.288.456 85	Billets en circulation.....	330.368.830 *
Avance statutaire au Gouvernement.....	1.000.000 *	Comptes courants, dépôts et créditeurs divers .....	308.368.360 43
Avances locales et portefeuille.	52.118.621 15	Compte courant du Trésor.....	301.212 *
Succursales et Agences.....	969.877 02	Succursales, Agences et correspondants ...	267.688 73
Comptes d'ordre et divers .....	25.438.246 78	Comptes d'ordre et divers .....	12.509.110 62
	651.815.201 80		651.815.201 80

Papeete, le 8 février 1958.

Le Directeur de la Succursale :

R. AUBRUN.

### EN VENTE A L'IMPRIMERIE DU GOUVERNEMENT

#### Textes

relatifs aux prestations et allocations familiales au profit des travailleurs salariés du Territoire.

Prix broché : 20 fr.

#### Arrêtés

portant réorganisation des cadres supérieurs et locaux des Etablissements français de l'Océanie.

Prix broché : 20 fr.

#### Code du travail

Prix broché : 10 fr.

#### Affiche

Loi sur la répression de l'ivresse publique et sur la police des débits de boissons.

Prix : 15 fr.



DATES	TEMPÉRATURES (en degrés centigrades)								VENTS EN ALTITUDE (Direction en rose de 36 — Vitesse en mètre-seconde)																	
	MINIMA				MAXIMA				PAPEETE						BORA-BORA						TAKAROA					
	Papeete	Bora-Bora	Takaroa	Rururu	Papeete	Bora-Bora	Takaroa	Rururu	1500 m.		3000 m.		5000 m.		1500 m.		3000 m.		5000 m.		1500 m.		3000 m.		5000 m.	
									DD	VV	DD	VV	DD	VV	DD	VV	DD	VV	DD	VV	DD	VV	DD	VV	DD	VV
1	18.6	21.0	21.8	13.2	25.9	26.4	25.1	22.2	20	02	26	07	24	11	30	03					13	08				
2	16.4	20.0	20.9	14.0	25.7	27.0	25.7	21.6	19	02	25	05									13	09				
3	16.7	21.0	23.9	17.0	26.1	26.0	26.8	22.4	12	04	22	06	20	13							17	06	30	10		
4	17.8	20.6	24.5	18.0	26.8	27.8	26.4	23.6	00	00	21	10	21	14							15	03				
5	17.9	22.3	24.0	16.0	26.8	27.5	26.8	23.0	03	01	18	08	22	10							20	03				
6	17.1	21.9	24.0	18.0	27.5	27.8	26.1	23.0	00	00	12	06	07	04	09	07					01	05	41	03	16	11
7	21.9	23.6	24.2	19.4	27.0	28.1	27.0	23.2	07	04	07	10	05	08	03	05					07	03				
8	19.0	21.7	24.9	19.2	27.8	28.0	27.2	25.0	17	03	25	08									19	04	13	09	11	10
9	19.0	21.2	24.1	19.2	28.0	29.0	28.0	24.8	06	05	17	05	09	02	08	07	12	07			06	08				
10	20.4	23.8	24.0	18.8	28.5	28.4	27.6	24.4	02	08	07	06	36	01	04	05	10	05			08	10	10	08	08	12
11	20.0	24.8	25.1	18.4	28.9	30.2	28.2	22.0	18	02					06	02					08	08	10	05	05	04
12	21.9	23.0	24.9	19.0	28.1	28.2	28.0	21.8	27	02	24	06									09	05				
13	20.0	24.2	25.0	19.0	27.8	28.8	27.8	22.0	00	00	22	04	26	12							13	05	09	11		
14	20.6	23.0	24.9	17.0	28.1	30.1	28.0	24.2	03	06	01	03	24	15	05	02	27	03			05	09	13	06	21	08
15	19.6	21.5	24.1	16.0	29.1	29.0	28.0	24.0	00	00	32	02	22	06	05	07					05	05	08	07		
16	19.8	22.0	23.9	20.4	29.4	29.1	28.4	24.0	02	11	36	08	27	04	36	09					04	10	03	09		
17	22.0	24.1	25.1	18.4	28.4	29.8	29.3	22.0							34	17	33	12	32	21	03	12	01	07	02	09
18	21.6	23.0	24.2	16.6	25.2	26.8	27.8	24.0	34	08											05	06	36	07		
19	21.1	23.0	23.6	14.2	27.0	28.9	28.1	23.2	36	01	32	04	26	10							07	10				
20	21.0	22.9	23.9	18.0	27.2	29.1	27.4	25.0	07	04	14	03	25	07							10	11	09	07		
21	20.6	21.9	23.2	20.6	27.9	29.8	27.4	22.8	06	01	16	02	24	12	10	09	15	13	26	05	07	07	10	06		
22	21.0	21.6	24.6	19.6	26.9	28.0	28.0	23.0	21	06					28	02					16	02	31	06		
23	21.5	21.2	23.8	17.8	25.1	26.6	29.0	22.4	19	05	23	05	25	13	18	12	21	07			27	04	30	14	27	08
24	18.7	22.8	24.0	12.6	26.0	27.2	28.3	22.2	31	02					30	01	32	13			36	03	30	12	31	11
25	20.4	21.9	23.2	14.0	26.8	28.0	27.0	22.6	33	02	29	10									03	08	02	07		
26	20.5	23.0	22.8	17.0	27.9	29.0	26.1	23.0	06	03					06	06										
27	21.6	23.9	24.8	20.0	29.9	28.2	28.0	23.4	04	11	02	05	27	12	02	12					07	09	06	07	19	02
28	23.0	24.0	25.5	20.0	27.0	27.0	29.1	23.4	31	68											02	08	29	07	32	10
29	23.5	23.9	25.5	16.6	27.6	26.5	29.6	24.6	28	05	28	10			29	06					35	05	33	01	30	09
30	22.8	21.2	25.0	15.0	27.0	26.8	29.0	23.6	30	07					27	05					04	05	31	05	28	13

**Evolution de la situation générale :**

Du 1 au 8 : Une discontinuité traverse le Territoire suivie d'un vent de SE assez fort. Une ondulation se forme au Sud des Marquises et s'éloigne rapidement vers le SE.

Du 9 au 16 : Circulation d'W peu active au Sud de Rapa. Régime d'E au Nord du 20° parallèle.

Du 17 au 26 : Un front lié à une dépression assez creuse 990 mbs, qui longe les Australes, donne des pluies orageuses

sur l'W du Territoire. Ondulation du front sur les Tuamotu du centre avec renforcement des vents de SE et fortes pluies sur les Gambier.

Du 27 au 30 : Zone de convergence active sur les Tuamotu du Nord à l'avant d'un minimum venant des îles Cook du Sud. Temps pluvieux orageux à l'W du 140° W.

**Résumé climatologique :**

Pluies : Elles sont généralement déficitaires, sauf sur les

Tuamotu et sur les Gambier où on note des excédents notables.

Température : Généralement inférieure à la moyenne, mais sans écart bien marqué.

Insolation : Plutôt inférieure à la moyenne surtout sur les Tuamotu.

Pas de tempête, ni de dégâts causés par le mauvais temps.

Le chef du service météorologique : A. d'HAUTESERRE.



## STATISTIQUE SANITAIRE

(Nomenclature Internationale)

1<sup>er</sup> trimestre 1957

## COMMUNE DE PAPEETE

## NAISSANCES (257)

Ressortissants :	Sexe masculin			Sexe féminin			Totaux			Pendant le trimestre
	Janv.	Fév.	Mars	Janv.	Fév.	Mars	Janv.	Fév.	Mars	
Métropolitains.....	»	»	»	»	1	2	»	1	2	3
Polynésiens.....	43	34	24	41	26	42	84	60	66	210
Asiatiques.....	4	3	12	10	9	4	14	14	16	44
Etrangers.....										
Totaux.....	47	39	36	51	36	48	98	75	84	257

## MARIAGES (39)

Janvier.....	11
Février.....	18
Mars.....	10
Totaux.....	39

## DÉCÈS (44)

a — Par groupes d'âges.	RESSORTISSANTS MÉTROPOLITAINS			RESSORTISSANTS POLYNÉSIENS			RESSORTISSANTS ASIATIQUES			ÉTRANGERS			TOTAUX		
	Sexe masculin			Sexe féminin			Sexe masculin			Sexe féminin			Sexe masculin		
	Janv.	Fév.	Mars	Janv.	Fév.	Mars	Janv.	Fév.	Mars	Janv.	Fév.	Mars	Janv.	Fév.	Mars
de 0 à 1 an.....	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»
de 1 à 4 ans.....	»	»	»	»	»	»	1	1	»	»	»	»	»	»	»
de 5 à 14 ans.....	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
de 15 à 44 ans.....	»	»	»	»	»	»	1	»	5	2	»	»	»	»	»
de 45 à 64 ans.....	»	»	»	»	»	»	4	3	3	3	1	»	1	»	»
de 65 à 74 ans.....	»	»	»	»	»	»	1	1	»	»	»	»	1	1	»
de 75 à n ans.....	»	»	»	»	»	»	1	»	»	1	»	»	»	»	»
Totaux.....	»	»	»	»	»	»	24	13	»	5	2	»	29	15	44

## b) — Par causes :

Affection pulmonaire.....	8
Néoplasie.....	6
Affection nerveuse.....	2
Embolie cardiaque.....	2
Sénilité.....	2

Gastro entérite aiguë.....	4
Urémie.....	1
Cachexie.....	1
Asystolie.....	6
Tétanos.....	4
Diabète.....	1
Fracture du crâne.....	1
Néphrite.....	1
Hémorragie utérine.....	1
Débilité congénitale.....	2
Méningite.....	1
Délirium aigu.....	1

Vu:

Le Chef du Service de Santé,  
Dr THOORIS.

Le Chef du Service d'Hygiène,  
Dr P. CASSIAU